



La Presse

Le plus grand quotidien français d'Amérique



Des ordinateurs
taillés sur mesure
Cahier spécial

Le monarque
du rock français
revient nous
surprendre
page D1

1 3 4 6 ♦ MONTRÉAL, SAMEDI 26 AOÛT 2000 • 116^e ANNÉE, NO 303, 206 PAGES, 13 CAHIERS • 2 \$ TAXES EN SUS / ÎLES-DE-LA-MADELEINE 2,50 \$ / FLORIDE 2,60 \$ U.S.

L'ÉCOLE À L'EXAMEN



La lutte contre l'échec

MARC THIBODEAU
envoyé spécial, LONDRES

L'école Kensal Rise surplombe une longue série de maisons de briques rouges, parfaitement identiques, au nord de Londres. Rien ne laisse présager à première vue que soufflé, derrière ses murs défraîchis, une véritable tempête. Et pourtant.

Comme plusieurs centaines d'autres établissements de Grande-Bretagne, l'école a échoué à l'examen que lui a fait subir l'Office for Standards in Education (OFSTED), chien de garde de la qualité des services éducatifs prodigués dans les écoles de l'État.

« En premier lieu, ce fut un choc pour tout le monde », a avoué la directrice de l'école, Joyce Page, à *La Presse*. Mais elle se dit confiante, optimisme oblige, de réussir à redresser rapidement la barre.

Elle a tout intérêt à parvenir à ses fins puisque le gouvernement travailliste de Tony Blair, s'inspirant de réformes radicales mises de l'avant à la fin des années 80 par les conservateurs de Margaret Thatcher, ne badine pas avec « l'échec ».

Un établissement qui ne répond pas aux normes en matière de résultats scolaires reçoit une aide d'urgence. Si rien n'est changé au bout de deux ans, ses occupants s'exposent à un « nouveau départ ». L'école est refaite à neuf, le personnel est remanié, voire remplacé, l'objectif étant de créer un vent de renouveau pouvant favoriser la réussite des élèves.

Le gouvernement n'hésite pas non plus à faire appel au secteur privé lorsque la situation paraît irréversible. Grande première, une école de Surrey a ainsi été prise en charge au printemps par une firme de consultants. Un comité d'action local — l'équivalent de nos commissions scolaires — a aussi été confié en « sous-traitance » au

Voir **LA LUTTE** en A2

■ Les écoles scrutées à la loupe
Page A21

Lueur d'espoir à Air Canada

La société aérienne accepte le rapport du médiateur

ANDRÉ DUCHESNE

Estimant que le temps des négociations est terminé, Air Canada a annoncé hier qu'elle acceptait les recommandations du rapport déposé le 22 août par le médiateur Bruce Outhouse visant à mettre un terme au conflit de travail qui dure depuis des mois avec ses 2200 pilotes.

Sans rejeter la proposition du médiateur, l'Association des pilotes (APAC) rappelle que ce rapport constitue à ses yeux une base pour



de nouvelles négociations et qu'elle en poursuit l'étude.

« Nous ne sommes pas contents de plusieurs points du rapport car cela va coûter très cher. Mais dans le contexte actuel, où les voya-

geurs vivent dans l'incertitude, on dit qu'assez, c'est assez et même que trop c'est trop », a déclaré le vice-président général d'Air Canada, Colin Rovinescu, dans une entrevue à *La Presse* hier.

Air Canada estime qu'en acceptant le rapport du médiateur Outhouse, elle va à la limite de ses possibilités. « Si on additionne les augmentations salariales proposées, les bonis de 50

Voir **LUEUR** en A2

Délicieux mais rare le blé d'Inde



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

Le maïs de l'an 2000 est plus petit, plus cher et moins abondant. Si le soleil reprend du service, septembre pourrait amener une bonne récolte, au grand bonheur de la productrice Marie-Josée Théorêt, photographiée hier au marché Jean-Talon.

Des maraîchers ont perdu jusqu'à 50% de leur production

MARTINE ROUX

Hier matin, marché Jean-Talon. Les clients se bousculaient devant l'étal du producteur maraîcher André Plouffe, dont seule la tête émergeait d'une montagne d'épis. « C'est la première journée de la semaine que j'ai du maïs ! S'il peut faire beau ce week-end... »

Cette année, les producteurs de maïs sucré en ont pris pour leur rhume. Le temps froid du printemps et les pluies abondantes ont fait pourrir les premières semences au sol. Faute de soleil et de chaleur, les plants qui ont survécu n'ont produit que chichement et tardivement. Le maïs a abouti au marché avec deux semaines de retard — mais l'approvisionnement s'avérait irrégulier — tandis que plusieurs producteurs ont perdu jusqu'ici entre 25 % et 50 % de leurs récoltes.

« On en manque tout le temps, remarque Claude Jolin, employé du producteur Robert Meunier au

Voir **DÉLICIEUX** en A2

Le « pot », ça va très bien!

VINCENT MARISSAL
GRANBY

Malgré les cris d'alarme des agriculteurs et les appels à l'aide d'un député victime de menace, les producteurs de marijuana continuent de faire la loi dans les champs du Québec à la barbe de la police.

« La situation est encore pire cette année qu'elle ne l'était au cours des deux années précédentes, il y a encore plus de cultivateurs qui viennent me voir pour se plaindre et les effectifs policiers ont été réduits », affirme Yvan Loubier, député fédéral de la circonscription de Saint-Hyacinthe, le cœur agricole du Québec.

Victime de menaces lancées par une organisation

Voir **LE «POT»** en A22



Les motards au FFM

L'un des trois longs métrages québécois en compétition au FFM, *Hochelega* de Michel Jetté risque de créer l'événement. Le film raconte la montée d'un jeune délinquant au sein d'une bande de motards. Il aborde de plein front un phénomène familier aux Montréalais : la guerre des motards. Histoire de souligner le lancement de ce film, une trentaine de motards membres de l'association Bikers Québec assisteront à la projection du film à la salle Maisonneuve, lundi soir. On trouvera dans le cahier Cinéma notre entrevue avec le réalisateur.

À lire en page C1

Rubriques

Arts et spectacles.....	Jardiner.....	J12
..... cahiers C et D	Le monde.....	A28
- horaire spectacles.....	Les petits.....	
D17	compagnons.....	H17
- horaire cinémas.....	Loteries.....	A2, C8
C4, C6	Mots croisés.....	H9
- horaire télévision.....	Mot mystère.....	H15
D2	Petites annonces.....	
- télévision.....	- immobilier.....	F1 à F4
D2	- marchandises.....	F4
Avis.....	- emplois.....	F4 à F11
C8, C9	- automobile.....	F11, F12
Bridge-Échecs-Timbres..	- affaires.....	F11, F12
H17	Plus.....	cahier B
Carières et professions	Politique.....	A22, A26, A27
..... cahier I	Restaurants.....	D18
G8, G9	Sports.....	cahier G
Économie.....	Vacances.....	cahier H
..... cahier E	Vin.....	D19
Éditorial.....		
B2		
Encans.....		
C9		
Étes-vous.....		
H17		
Feuilleton.....		
H9		
Foglia Pierre.....		
A5		
Formation.....		
I19, I20		
Horoscope.....		
H15		

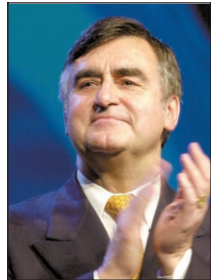
MÉTÉO

Ciel variable
Max. 26, min. 16
page C8

<http://lapresse.infinet.net>

Bouchard rappelle la SQ à l'ordre

Lucien Bouchard a exigé hier que les policiers de la Sûreté du Québec mettent fin à leurs moyens de pression « inacceptables ». L'absence de moyens de contrôle sur les routes ne peut être tolérée, a-t-il dit. Le premier ministre a aussi conseillé aux agents provinciaux d'oublier leurs exigences salariales. Ils devront se contenter d'une augmentation de 9 %.
À lire en page A3



J'AI BESOIN DE VACANCES • J'AI BESOIN DE VACANCES • J'AI BESOIN DE VACANCES • J'AI BESOIN DE VACANCES		Destinations Primeurs	SI BESOIN DE VACANCES	
Vols seuls *Taxes incluses à partir de Paris 599\$ Lyon 699\$ Toulouse 699\$	Club Med Carte atout 1 199 \$ Caravelle 1 679 \$ Cancun 1 299 \$ Varadero 1 289 \$ Punta Cana 1 499 \$ Paradise Island 1 679 \$	Forfaits tout inclus SIGNATURE 1 semaine Cancun 1 038 \$ Cayo Coco 858 \$ Cayo Guillermo 898 \$ Varadero 898 \$	Martinique 2 repas/jour 1129 \$ Barbade Tout inclus 1799 \$ Jamaïque Tout inclus 1229 \$	multi-voyages Tél.: (514) 858-0011 1-888-302-6221 En achetant un de ces produits vous courez la chance de gagner une Mercedes
Voyagez avec ROYAL Faites vous-même votre propre réservation sans intermédiaire. Consultez le www.multivoyages.com				

Suites de la une

Lueur d'espoir à Air Canada

LUEUR / Suite de la page A1

millions et les taux supplémentaires, on en arrive à des chiffres très importants, de l'ordre de centaines de millions », poursuit M. Rovinescu.

Après avoir mis un terme à sa tentative de médiation vendredi dernier, le médiateur fédéral a rédigé un rapport qu'il a remis mardi aux parties et dans lequel il propose une entente de quatre ans, rétroactive au 1er avril, prévoyant des hausses salariales de 13 % et une sécurité d'emploi accrue pour les pilotes. M. Rovinescu avait alors qualifié cette proposition de « coûteuse, mais stable ».

Outre la question des coûts, le vice-président général ajoute que les recommandations touchant à la caisse de retraite et à la gestion des jets régionaux mécontentent les dirigeants de la compagnie.

« Nous voulions transférer ces avions (les

jets régionaux) à nos filiales régionales, ce qui nous aurait permis de réduire nos coûts et d'augmenter le service à la clientèle en région. Le rapport Outhouse nous le permet, mais pas dans la mesure où nous l'aurions souhaité », admet M. Rovinescu.

En conférence

De leur côté, les pilotes ne se sont toujours pas prononcés sur la recommandation du médiateur. Leurs porte-parole ont répété que, pour eux, les recommandations du rapport Outhouse devaient servir comme document de travail en vue d'un retour à la table de négociations.

« La proposition d'Air Canada (d'accepter le rapport) est une petite tape au visage », lance le président de l'Association des pilotes, Denis Belhumeur.

Par contre, les pilotes ne vont pas jusqu'à fermer la porte à la proposition d'Air Canada. Hier, les dix membres élus de leur co-

mité exécutif et quelques autres représentants syndicaux ont tenu une longue conférence téléphonique sur les recommandations du rapport et sur les orientations à prendre dans les prochains jours.

« Nous avons encore besoin d'éclaircissements. Il y a des points dans les recommandations qui font l'objet d'un langage contractuel très complexe et nous voulons des éclaircissements. On va travailler avec intelligence et patience, ce qui nous a bien servis jusqu'à maintenant », soutient Serge Beaulieu, vice-président de l'APAC pour le secteur francophone.

Selon lui, des réponses à ces demandes d'éclaircissements pourraient être obtenues en fin de semaine.

D'ailleurs, les représentants des pilotes, qui demandaient une hausse salariale de 14,25 % sur trois ans au moment de la fin des négociations, prévoient tenir une autre

conférence téléphonique ce matin et pourraient faire part de leur décision et de leur stratégie dans les heures suivantes.

Dans l'éventualité du rejet de cette main tendue par l'employeur, les pilotes pourraient émettre un avis de grève de 72 heures et déclencher un arrêt de travail le 1er septembre. Une grève générale affecterait quelque 50 000 voyageurs transportés chaque jour sur l'un des 600 vols d'Air Canada.

Le cabinet de la ministre fédérale du Travail, Claudette Bradshaw, a laissé entendre qu'il pourrait intervenir si les pilotes décidaient de débrayer.

Rappelons que le 26 juin dernier, les pilotes avaient adopté à 95 % une proposition d'accorder un mandat de grève à leur comité de négociations. En septembre 1998, ils avaient débrayé durant 13 jours, entraînant des pertes de 133 millions pour le transporteur.

La lutte contre l'échec

LA LUTTE / Suite de la page A1

grand dam des syndicats d'enseignants, qui y voient une dérive inquiétante pour l'avenir du système public.

Ce qui compte, plaide Matthew Lumby, porte-parole du ministère de l'Éducation et de l'Emploi, c'est que les résultats des élèves s'améliorent.

« S'il faut passer par le secteur privé, eh bien ! soit », a-t-il déclaré à *La Presse*, qui s'est rendu au Royaume-Uni pour faire le point sur l'impact de l'approche « anglaise » au moment où la question de l'évaluation des écoles suscite des remous au Québec.

Sous l'impulsion du ministre de l'Éducation, François Legault, le gouvernement multiplie les indicateurs à l'intention des écoles,

qui doivent définir d'ambitieux plans de réussite. Les libéraux de Jean Charest promettent pour leur part de produire des « bulletins » pour les écoles advenant leur élection.

L'Office for Standards in Education, qui a été créé en 1992 pour produire ces « bulletins » du côté anglais, a refusé la note de passage à près d'un millier des quelque 23 000 écoles publiques de l'État. Du lot, 400 font toujours l'objet d'une aide spéciale.

Le travail des inspecteurs, qui annoncent leur venue plusieurs mois à l'avance, pèse lourdement sur le moral des enseignants, souvent « dégoûtés » par la formule de reddition de comptes qu'affectionne le gouvernement.

« Dans notre cas, tout ce que l'inspection nous a donné, c'est de l'angoisse et de

l'amertume », tranche Sarah Holness, qui enseigne dans une école défavorisée du nord de Londres.

La controverse a atteint de nouveaux sommets en janvier lorsqu'une enseignante de 57 ans, se disant incapable de supporter le stress lié à son travail, s'est précipitée dans un fleuve glacé, quelques mois après avoir été vertement critiquée par les inspecteurs d'OFSTED.

Les critiques du gouvernement l'accusent de « tourner autour du pot » au lieu d'accroître massivement le financement des écoles, qui se situait sensiblement en deçà de la moyenne des pays de l'OCDE en 1997, au moment de l'arrivée des travaillistes. Le secrétaire d'État à l'Éducation et à l'Emploi, David Blunkett, a certes annoncé l'injection de 19 milliards de livres (44 milliards de

dollars) sur trois ans pour rectifier le tir, mais les besoins demeurent importants.

À l'appui de leur approche, les travaillistes peuvent invoquer la récente, et modeste, amélioration de la performance des élèves aux examens finaux du secondaire, les GSCE. L'exercice n'est cependant pas sans risque, comme le fait remarquer M. Lumby, puisque ces chiffres sont en hausse depuis 10 ans.

Bien malin celui qui peut déterminer quel élément de la controversée « recette » travailliste est à l'origine de cette progression, d'ailleurs observée dans la majorité des pays occidentaux.

La Presse présente aujourd'hui la première tranche d'une série de quatre jours sur l'ambitieuse réforme anglaise.

Délicieux mais rare le blé d'Inde

DÉLICIEUX / Suite de la page A1

marché Jean-Talon. D'habitude, j'ai 30-35 poches de blé d'Inde par jour. Cette semaine, je n'en ai pas eu plus de 10. »

Le maïs est toujours aussi bon, jure la productrice Diane Trotter. « L'épi est plus petit, le grain moins gros. Mais il est toujours aussi sucré. » André Plouffe renchérit. « Le goût n'a pas changé. C'est plutôt notre rendement qui a chuté ! » Mais les prix compensent : au marché Jean-Talon, le maïs se vend en moyenne 4 \$ la douzaine, deux fois plus cher que l'an passé.

Président du Comité pour la promotion du maïs sucré, le producteur Jean-Pierre Van Velzen compte pour sa part sur le soleil de septembre pour garnir les tablettes des dé-

taillants. « Les derniers ensemencements du début juin ont crû dans des conditions idéales, dit-il. S'il fait beau en septembre, il y aura un bon approvisionnement jusqu'à la fin du mois. Environ la moitié de la récolte des producteurs reste encore à venir. »

Or, le moindre gel pourrait faucher l'optimisme des producteurs maraîchers, craint Charles-Eugène Bergeron, conseiller aux entreprises agricoles pour le ministère de l'Agriculture en Estrie. « Dans la région de Sherbrooke, nous avons habituellement notre premier gel mortel vers la troisième semaine de septembre, explique-t-il. C'est inquiétant ; vu les retards, les producteurs risquent de perdre une grande partie des récoltes. »

Mais ce sont surtout les habitudes de consommation qui font peur aux jardiniers ma-

raîchers. « À partir de la rentrée scolaire, les Québécois mangent de moins en moins de blé d'Inde, constate Jean-Pierre Van Velzen. Pourtant, les plus belles variétés s'en viennent. »

Il n'y a pas que le maïs sucré qui pâtit des aléas du temps, affirme Charles-Eugène Bergeron. Les producteurs de fruits et légumes d'origine tropicale comme les tomates et les aubergines s'arrachent les cheveux, dit-il. La récolte de pommes s'annonce aussi moyenne, tandis que les haricots ont souffert de l'humidité.

« Par contre, c'est une excellente année pour les crucifères, comme le chou-fleur et le brocoli, enchaîne-t-il. Plusieurs légumes verts appréciés le temps frais. Les poireaux, pois, artichauts, laitues sont magnifiques ! »

Ailleurs au Canada, les récoltes se font

aussi au gré du mercure. Selon les plus récentes prévisions de Statistique Canada, la production de blé de printemps ainsi que celle du canola chutera considérablement en 2000.

« Cette année, on dépend vraiment de Dame Nature, confirme Benoît Basillais, de la Fédération canadienne de l'agriculture. Il y a des zones où la production est très bonne et d'autres où elle s'est avérée médiocre. En Ontario, plusieurs producteurs de maïs et de soya risquent la catastrophe. »

Comble de malheur, le mauvais temps a épargné les États-Unis. « Les Américains ont connu des récoltes de blé exceptionnelles, explique Justin Kohlman, porte-parole de la Commission canadienne du blé. En conséquence, les producteurs canadiens ont dû réduire leurs prix. »

La Presse

Renseignements : (514) 285-7272**Abonnement : (514) 285-6911**

Télécopieur pour abonnement : (514) 285-7039

Lundi au vendredi de 6 h 30 à 17 h 30

Samedi de 7 h à midi

Dimanche de 7 h à 11 h

Rédaction : (514) 285-7070**Promotion : (514) 285-7100****Les petites annonces : (514) 285-7111**

Sans frais : 1-800-361-5013

Télécopieur : (514) 848-6287

Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30

Décès, remerciements : (514) 285-6816

Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes annonces

Détailants : (514) 285-6931

National, TéléPlus : (514) 285-7306

Carrières et professions,

Nominations : (514) 285-7320

Comptabilité

Grandes annonces : (514) 285-6892

Les petites annonces : (514) 285-6900

La Presse est publiée par: *La Presse, Ltée*,
7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.
<http://lapresse.infinet.net>

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés.

**Envois de publication canadienne -
Contrat de vente numéro 0531650»
Port de retour garanti. (USPS003692)
Champlain N.Y. 12919-1518.**

LOTERIES

La quotidienneà trois chiffres : **8-8-6**à quatre chiffres : **2-8-6-1**Super7: **10-12-13-16-20-33-36** Compl.**44**Avec extra: **712843**

DEMAIN DANS LA PRESS



Quand la faim perd ses moyens

■ La malnutrition des personnes âgées est un problème sournois et mal connu. Dans certains cas, on peut l'attribuer à des problèmes physiques, mais dans d'autres, on doit l'expliquer par des réductions budgétaires imposées par le gouvernement du Québec, avec deux conséquences graves : la diminution de la qualité et du choix des aliments, et des ressources humaines en plus petit nombre. Stéphanie Gendron nous en parle dans le cahier Santé.

QUESTION DU JOUR

La Presse
Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre?

Répondez à la question du jour:

— par téléphone, en composant le 514-285-7333;

— par Internet : <http://lapresse.infinet.net>

Êtes-vous d'accord avec le ministre de la Sécurité publique, quand il affirme que les moyens de pression des policiers de la SQ mettent en danger la sécurité du public?

Est-ce souhaitable que Montréal accueille 40% du nombre des immigrants reçus annuellement en province?

À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 17 %
Non: 83 %

NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.

Actualités

BESCHERELLE

Indispensable à la rentrée!

Disponible en librairie



L'EXPRESS DU MATIN



Fermeture au pont de l'Île-aux-Tourtes

Le ministère des Transports du Québec amorcera une nouvelle phase des travaux de réfection au pont de l'Île-aux-Tourtes à compter de demain, 8 h. Des travaux préparatoires entraîneront certaines fermetures sur le pont. Ainsi, une voie seulement sera ouverte en direction Est de 22 h ce soir à 10 h demain. Il en sera de même en direction Ouest jusqu'à 11 h ce matin et de 22 h ce soir à 9 h demain. De plus, les camions dont la largeur excède 2,6 mètres se verront interdire l'accès en direction Est. Par contre, cette restriction ne s'appliquera plus à compter de demain, sauf pour quelques nuits. Le public sera avisé en conséquence. Pour en savoir plus, communiquer avec le service Info-Travaux en composant le (514) 284-2363 ou en consultant le site Internet www.mtq.gouv.qc.ca du ministère des Transports.

Construction sur la route 116

Des travaux de reconstruction sur une distance de 900 mètres entraîneront des fermetures successives dans les deux sens de la route 116 (boulevard Laurier) à Saint-Basile-le-Grand d'ici le 31 octobre. La route sera d'abord fermée en direction Est (Beloeil) durant un mois puis en direction Ouest (Montréal) pour une durée équivalente. Durant cette période, la circulation sera maintenue sur une seule chaussée où l'utilisation des accotements permettra d'aménager deux voies rétrécies dans chaque direction. Transports Québec prévoit que ces changements de configuration débiteront à compter de demain. Durant la période des travaux, les usagers sont priés d'être extrêmement vigilants et de respecter la limite de vitesse fixée à 70 km/h.

Adolescente recherchée

La police de Longueuil demande la collaboration du public afin de retrouver une adolescente de 13 ans, Jennifer Barbeau Champagne, disparue depuis le 8 août du centre jeunesse Montérégie, 1251, rue Beauregard. L'adolescente n'en est pas à sa première fugue et les policiers croient qu'elle pourrait fréquenter les stations de métro montréalaises. La jeune fille mesure 1,65 m, pèse 54 kg, a les cheveux bruns et les yeux pers. Toute personne pouvant aider les policiers à retracer la jeune fille est priée de communiquer avec le détective Michel Viau au 450-646-8467 ou avec l'officier de service au 450-646-8554.

Pas question d'accorder plus aux policiers de la SQ qu'aux autres employés de l'État

VINCENT MARISSAL GRANBY

Rappelant les policiers de la SQ à leur sens du devoir, Lucien Bouchard exige la fin de leurs moyens de pression « inacceptables » et les somme de faire une croix sur leurs exigences salariales.

« Cela ne peut être toléré, a lancé M. Bouchard à propos de l'absence de contrôle sur les routes du Québec. C'est inacceptable et nous ferons ce que nous aurons à faire, le gouvernement fera ce qu'il faut pour que cela stoppe. »

Que les agents provinciaux se le tiennent pour dit : ils n'auront pas plus que les autres employés de l'État, soit une augmentation de 9 % répartie sur quatre ans, a tranché hier le premier ministre qui se trouvait à Granby dans le cadre d'un caucus commun PQ-Bloc.

Les policiers demandent plutôt 7,5 % sur trois ans et un rattrapage immédiat de 6,9 %, ce qui les mettrait au même niveau salarial que leurs confrères du SPCUM.

« Ils ne peuvent pas s'attendre à autre chose (qu'une augmentation de 9 % sur quatre ans), a indiqué Lucien Bouchard. Je demanderais aux officiers de la Sûreté du Québec de se mettre à la place du gouvernement, qui vient, au cours des deux dernières années, de conduire une négociation très difficile avec 450 000 travailleurs de l'État et qui s'est conclue par un règlement de 9 % sur quatre ans. »

Étonné et frustré d'apprendre que certains policiers arboraient

fièrement leur slogan « Ça prendra le temps que ça prendra » dans l'hôtel même où il se trouvait, M. Bouchard n'a pu cacher sa désapprobation.

Ne pas céder aux policiers de la SQ est une question de gros bon sens et de responsabilité morale, a ajouté le premier ministre au cours d'un point de presse suivi en direct dans une autre salle par les agents affectés à la protection du cabinet.

« J'aimerais bien que l'on m'explique pourquoi il serait possible pour un gouvernement qui veut pratiquer l'équité et le bon sens de donner plus à un groupe de travailleurs qu'à 450 000 qui ont accepté 9 % sur quatre ans. »

Sans convention collective depuis juin 1999, les policiers ont entrepris depuis quelques mois des moyens de pression, réduisant notamment à presque rien les contrôles de vitesse sur les routes du Québec.

« Quand on voit que l'on est passé de 25 000 contraventions à 400, reprend le premier ministre, il est évident qu'il y a un contrôle qui ne s'exerce plus. Ce n'est pas que le gouvernement aime qu'il y ait des contraventions, mais il faut des contrôles. »

De là à faire un lien direct entre l'augmentation des morts sur les routes et l'absence des policiers, il y a un pas que M. Bouchard ne franchit que prudemment, contrairement à son ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, qui a accusé jeudi les policiers de mettre la vie des gens en danger.

« J'ai été informé que la Société d'assurance automobile du Québec souhaite valider, préciser et vérifier les données, alors, avant de con-



Lucien Bouchard



Un des nombreux barrages routiers dressés par les policiers de la SQ.

clure de façon définitive l'état de la situation, il faut voir ce que donnera la validation de la SAAQ », a précisé M. Bouchard.

Le premier ministre rejette par ailleurs l'argument selon lequel les policiers font un travail plus exigeant, plus risqué que les autres fonctionnaires.

« Les infirmières dans les hôpitaux qui travaillent la nuit, les gens dans les urgences qui reçoivent des grands blessés, les éducateurs avec

des classes difficiles, voyons donc, ce n'est pas un argument, ça ne tient pas et la population du Québec sait très bien que les policiers de la Sûreté du Québec sont très bien traités, qu'ils jouissent d'un régime de pension extrêmement avantageux, qu'ils ont d'excellentes conditions de travail et je suis bien content pour eux et c'est ce qu'il faut faire, mais il n'y a pas de raison pour les traiter mieux que les autres. »

Pas de réaction aux accusations de Ménard

MARIE-CLAUDE GIRARD

L'Association des policiers provinciaux du Québec n'a pas voulu répliquer hier au ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, qui accuse ses membres d'être responsables de l'augmentation du nombre de morts et de blessés sur les routes cet été.

Plus tôt ce mois-ci, Marc Bellemare, avocat spécialisé dans la défense des accidentés de la route, a écrit au premier ministre pour dé-

noncer le fait que « depuis août 99, la surveillance policière est quasi inexistante » sur les routes du Québec. « Ce qui me déçoit, c'est qu'il n'ait pas agi avant », a-t-il commenté hier.

« J'ai l'impression que le ministre se réveille et fait de la petite stratégie. Il a un problème de crédibilité. La semaine dernière, il jouait au golf avec le président de l'Association. Il y a un mois, il disait qu'il n'y avait pas de problème. »

À la fin juillet, M. Ménard se disait satisfait du travail des policiers. « Jusqu'à maintenant, on agit de façon assez responsable », avait indiqué le ministre à la *Presse Canadienne* en constatant que le taux d'accidents n'avait pas augmenté

malgré l'achalandage des vacances. Jeudi dernier, il brandissait des chiffres sur le nombre de collisions mortelles en juillet.

Aux pertes liées à la réduction du nombre de contraventions, Me Bellemare ajoute les coûts de l'indemnisation des victimes de la route et les salaires « payés pour rien aux policiers ».

Si les statistiques ne prouvent pas hors de tout doute que la hausse de collisions mortelles ou avec blessés est liée aux moyens de pression, il reste que la vitesse augmente en l'absence de surveillance policière, et que la vitesse est le premier facteur de risque d'accident, fait valoir l'avocat. « Qu'il y ait un mort ou un blessé de plus, c'est déjà trop. »

Des automobilistes ont remarqué hier matin une voiture de police qui ralentissait volontairement la circulation sur la Rive-Sud. Dans la voie de gauche, le compteur bloqué à 100 km/h, la voiture circulait sur la route 132 entre le pont-tunnel et le pont Champlain à l'heure de pointe du matin.

Du côté de la police de la Communauté urbaine de Montréal, on ne signale aucun coût lié aux moyens de pression des policiers. Ceux-ci ont adopté le port du jeans et de la casquette, échantent les véhicules et les cartes de crédit, remplissent plus de rapports que nécessaire et refusent de modifier leurs horaires. Une première rencontre aura lieu lundi devant l'arbitre chargé de trancher leur différend.

TOUT NOUVEAU, TOUT BEAU

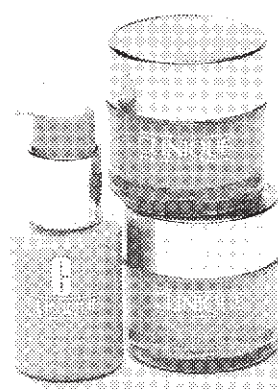


CLINIQUE

Avec tout achat de produits Clinique de 21\$ ou plus*, obtenez en prime 6 essentiels de maquillage et de soins de beauté: • Crème exfoliante soluble, 30 ml • Émulsion hydratante tellement différente, 20 ml • Poudre tamisée Neutral, 4,2 g • Blush poudre ultraléger Sweetcheeks, 2,5 g • Vernis brillant pour les ongles Buffy, 6,8 ml • Rouge à lèvres différent Tenderheart. Le tout rangé dans un sac à cosmétiques passe-partout.

*Avant les taxes. Offre en vigueur du 16 août au 3 septembre 2000, jusqu'à écoulement des stocks.

Une seule prime par personne.



Les spécialistes de l'hydratation

Combattez les effets néfastes du climat et du vieillissement avec ces produits hydratants Clinique, offerts à 42\$ chacun: Hydratant trans-actif immédiat pour la peau sèche, 50ml; Crème hydratation continue peaux très sèches, 50 ml; Fluide hydratation contrôlée, 50 ml.

AILES
LES AILES DE LA MODE

Nulle part ailleurs

Les opposants pressent Bégin de bloquer le projet de centrale sur la Batiscan

BRUNO BISSON

Tandis que le ministère de l'Environnement du Québec cherche une solution pour se sortir du mauvais pas où l'a plongé le Tribunal administratif du Québec (TAQ), cette semaine, les opposants à un projet de centrale électrique sur la rivière Batiscan pressent le ministre Paul Bégin d'empêcher sa réalisation « par tous les moyens légaux à sa disposition ».

Dans une lettre adressée au ministre hier, le regroupement des Amis de la Batiscan affirme que les erreurs d'analyse du ministère dans ce dossier, de même que la défense maladroite dont il a fait preuve devant le TAQ, créent une situation « absurde ». Elle permet à un promoteur d'aller de l'avant avec un projet mal évalué ayant suivi un processus d'analyse inadéquat, tant sur le plan juridique que sur le plan environnemental.

Pour sa part, le président de l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec (APIGQ), Pierre Sirois, a affirmé que dans ce dossier, « des citoyens sont en voie d'être privés d'un droit inscrit dans les lois du Québec, et qui est fondamental pour notre vie démocratique ».

M. Sirois, dont l'association est en grande partie responsable du retrait du permis de construire délivré par le ministère à Forces Motrices Batiscan (FMB), estime qu'il est injuste que ce soit des citoyens qui paient aujourd'hui pour les erreurs du ministère, et qu'il est déplorable qu'à cause de ces erreurs, « une loi importante ne puisse plus trouver application ».

Rappelons que mercredi dernier, le Tribunal administratif du Québec a donné raison à la firme FMB, qui contestait la décision du ministre Bégin de révoquer son certificat d'autorisation pour la construction de cette petite centrale.

FMB est formée par la compagnie Boralex, qui détient 80 % des

actions, et par un organisme à but non lucratif responsable de la gestion du parc régional de la Rivière-Batiscan, dans la région de Portneuf.

Dans cette affaire, le ministère de l'Environnement a délivré un certificat d'autorisation à FMB en mai 1999 pour la construction d'une centrale de 9,7 mégawatts qui devait créer un ennoisement de 33 000 mètres carrés sur les rives de la rivière, selon les données fournies par le promoteur.

Des mesures faites sur place par un membre de l'APIGQ devaient toutefois révéler, plusieurs mois plus tard, que le barrage prévu aurait créé un réservoir de 180 000 mètres carrés. De ce fait, le projet devait être soumis à une évaluation approfondie des impacts environnementaux, de même qu'à un examen public par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE).

En novembre 1999, sur la foi des informations de l'APIGQ, le ministre Bégin se voyait forcé de retirer son certificat à FMB, et d'admettre que son ministère avait bâclé l'analyse de ce projet. FMB a contesté cette décision devant le TAQ, qui lui a donné raison mercredi.

Le certificat d'autorisation est donc à nouveau valide et plus rien ne s'oppose, théoriquement, à ce que le projet aille de l'avant, même s'il n'a toujours pas fait l'objet de l'examen public auquel il aurait dû être soumis.

Les promoteurs, eux, se réjouissent évidemment de la décision du TAQ. Dans un communiqué publié jeudi, le vice-président de la firme Boralex, Jacques Gauthier, s'est dit d'avis que le Tribunal « vient confirmer hors de tout doute la valeur d'un certificat d'autorisation ».

Il a par ailleurs réaffirmé la volonté de Boralex et de FMB de travailler en collaboration avec le MENV pour la suite du projet. Pour leur part, les partenaires locaux de Boralex se sont réjouis de cette décision, eux qui comptent sur des revenus appréhendés de 2 millions de la future centrale électrique, pour investir dans la création d'un complexe écotouristique autour de la Batiscan.



PHOTO ALAIN ROBERGE, La Presse

Si la réalisation du projet immobilier de 2000 unités d'habitation était compromise par les débordements d'égouts de Saint-Hubert, les tronçons de boulevard et la voie réservée aux autobus, actuellement en construction sur l'autoroute 10, seraient inutiles.

Brossard veut faire déraiper le projet de transport en commun sur la Rive-Sud

BRUNO BISSON

La Ville de Brossard menace de faire dérailler les projets de l'Agence métropolitaine de transport (AMT) sur la Rive-Sud si le gouvernement du Québec ne règle pas rapidement, et à sa satisfaction, le problème des égouts sanitaires de la ville voisine de Saint-Hubert.

Dans une lettre adressée mardi au premier ministre du Québec, Lucien Bouchard, le maire de Brossard, Paul Leduc, a mis cartes sur table : les débordements d'égouts de Saint-Hubert dans un fossé traversant le territoire de la Ville de Brossard, compromettent un immense projet de développement immobilier qui pourrait compter jusqu'à 2000 unités d'habitation.

S'il est retardé ou annulé à cause de cette situation, Brossard n'aura plus d'intérêt à construire les nouveaux tronçons de boulevard nécessaires au développement projeté, incluant un lien routier crucial entre le stationnement incitatif de l'AMT, qui compte

2200 places, et la voie réservée aux autobus, actuellement en construction sur l'autoroute 10.

« Tout ce que les promoteurs demandent, écrit le maire Leduc, c'est que la Ville de Brossard obtienne un partage équitable des frais de construction des infrastructures devant desservir leur territoire et celui de la ville voisine, ainsi que l'arrêt des déversements d'égouts sanitaires dans un ruisseau qui est situé au cœur de leur projet. »

La question doit être tranchée prochainement par le ministre de l'Environnement, Paul Bégin. Il doit rendre une ordonnance qui déterminera de quelle façon les deux villes se partageront les coûts des travaux nécessaires au règlement définitif de ce problème environnemental. La solution retenue aura aussi une importance déterminante pour l'avenir du projet résidentiel qui devrait voir le jour autour de l'ancien golf municipal de Brossard. Cette décision pourrait enfin avoir des impacts énormes pour la ville voisine de Saint-Hubert, tant sur le plan des finances publiques que sur les conditions de son développement futur.

Une querelle vieille de six ans

Le ruisseau Daigneault n'a de ruisseau que le nom. C'est en fait un fossé d'évacuation qui longe l'ancien golf, au nord de l'autoroute 10, jusqu'aux limites de Saint-Hubert. Il passe sous l'autoroute et se déverse dans la rivière Saint-Jacques, à plusieurs kilomètres en aval, aux limites de La Prairie.

En 1994, le ministère de l'Environnement intimait à Brossard l'ordre de réaliser des travaux importants pour dévier le cours du ruisseau. La municipalité a répliqué par des études d'ingénierie qui ont convaincu le ministère que cette solution n'était pas praticable.

Entre ces deux décisions, des pluies diluviennes qui sont tombées en 1996 et 1997 ont provoqué de graves retournements d'égout à Saint-Hubert.

Pour régler définitivement le problème, Brossard souhaite que le ministre Bégin autorise la construction d'un égout collecteur qui recueillera les eaux usées des nouvelles unités d'habitation de Brossard, ainsi que celles provenant à l'occasion des égouts de Saint-Hubert. La facture, estime la Ville, devrait donc être partagée par les deux municipalités.

Évidemment, Saint-Hubert ne veut rien entendre des projets de sa voisine et réclame que le ministre applique les propositions contenues dans l'ordonnance de 1994. Cette solution n'a toutefois pas l'aval du ministre Bégin, qui a commandé une nouvelle enquête en décembre 1999. En juin, le rapport du commissaire Jean Vachon lui a été remis. Et depuis, Brossard s'impatiente.

« Malheureusement, estime le maire de Brossard dans sa lettre, on ne peut que conclure que la lenteur ou le refus du ministre de rendre son ordonnance sont motivés par des conséquences partisans qui n'ont rien à voir avec la protection de l'environnement. »

Le maire insiste donc pour que la nouvelle ordonnance soit rendue rapidement, pour donner un signal clair aux promoteurs intéressés à développer un des rares territoires encore vierges de cette municipalité. Les projets de Brossard ont été soumis à un examen public du BAPE, et couplés à la construction d'infrastructures de transport en commun sur son territoire. L'AMT a d'abord construit un stationnement incitatif de 600 places à Brossard, pour ensuite tripler sa capacité à 2200 places. C'est à Brossard que reviendra la responsabilité de construire le lien routier entre la voie réservée aux autobus et le stationnement incitatif.

« Un coût d'environ 2,5 millions pour la construction de cette voie et celle qui donnera accès aux usagers du stationnement est assumé par la Ville de Brossard, souligne le maire Leduc, et sera justifié seulement si le développement de nouveaux secteurs peut commencer. »

Pour une consultation GRATUITE
NE MANQUEZ PAS LE CAHIER CHAQUE DIMANCHE DANS **La Presse** Santé

Vente de faillite officielle Tapis persans et asiatiques

Nous avons le mandat de liquider le reste de l'actif de la Collection Ziai de Toronto, en faillite. Nous y avons ajouté des articles à l'intention des Montréalais. Il s'agit là de la plus extraordinaire et de la plus complète collection de tapis persans que vous ayez pu voir ou même imaginer. À titre d'exemple: Tabriz rehaussés de soie, Isfahan, Nain et Qum en soie, Serapi, caucasiens, Kashan signés, Mashad antiques, Qashgani et beaucoup d'autres dans une variété de dimensions, de motifs et de couleurs. **Aucune offre raisonnable ne sera refusée.**

Exemples de tapis persans:

NOM	GRANDEUR	VALEUR	PRIX
Kashan signé	14'x10'	12 500 \$	999 \$
Mashad	13'x10'	12 200 \$	959 \$
Tabriz	7'x10'	9 200 \$	699 \$
Nain a/soie	7'x11'	12 000 \$	989 \$
Heriz	8'x11'	11 500 \$	959 \$
Zanjan	5'x 7'	2 900 \$	199 \$
Ghashghaie	2,6'x 9'	1 900 \$	199 \$

Et beaucoup d'autres tapis de 2'x3' à 12'x16'

Dernière chance!
La vente a lieu :
2 JOURS seulement
SAMEDI 26 AOÛT de 11 h à 20 h
DIMANCHE 27 AOÛT de 10 h à 18 h

Emplacement: **HÔTEL DELTA CENTRE-VILLE**
777, rue University, Montréal (Québec)
Tél. : (514) 879-1370

PRIX IMBATTABLES C'est garanti!
85% DE RABAIS

Conditions: Comptant, Visa et Amex.
Tous les articles sont étiquetés et garantis authentiques.
Encan mené par World of Art Inc.
Pour plus de détails, composer le (416) 665-1441.

Occasion possiblement unique!

Le plus-que-passé

J' ai lu « utile » tout l'été : des essais, des trucs olympiques, des machins avec des chiffres, et cela m'a desséché. Unique rayon de soleil d'un été cafardeux, un petit récit de 125 pages que ma librairie m'a mis de force dans les mains la semaine dernière. Cela s'appelle *Chaque jour est un adieu* et c'est écrit par un monsieur que je ne connais pas, journaliste je crois, qui raconte son enfance, sa maison, l'école, l'église, ses parents.

Je ne vous parle pas de ce livre pour que vous l'achetiez, je vous en parle parce que j'allais l'écrire. C'est toujours comme ça. Chaque fois que je me décide enfin à écrire un livre, paf je tombe sur quelqu'un qui l'a écrit juste avant moi. Encore tout récemment, à la suite d'une découverte que je croyais très personnelle, j'allais entreprendre la rédaction d'un fascicule que je voulais intituler *L'orgasme masculin* — *Comment le retarder en écoutant Lara Fabian*, quand je tombe sur l'essai d'un sexologue connu : *Moduler sa détumescence*. C'est énervant à la fin, tous ces gens qui plagient les livres que je n'ai pas écrits.

Tout cela pour vous dire que je n'écrirai pas de livre sur mon enfance, juste les deux ou trois paragraphes qui suivent.

Il y a un mois le Tour de France passait près d'une petite ville où j'ai vécu quelques années. J'ai fait le détour...

PAYSAGE INTIME — J'ai laissé l'auto Placides-Martyrs, j'ai descendu la minuscule rue Paul-Bert où j'habitais, je suis passé devant mon école, puis devant le lavoir où ma mère, à genoux, lavait notre linge dans la rivière des Moulins. J'ai enfilé le quai Raspail le long du canal, je suis passé devant le stade municipal pour arriver à La Béchère, le grand parc de la ville. La rue Julian Grimau (un communiste espagnol fusillé par Franco) m'a ramené à la Place-des-Martyrs.

En joggant mollo, cela m'a pris 15 minu-

tes... C'est fou ce que nos souvenirs sont plus grands que la réalité. J'ai refait le même tour, cette fois en marchant dans mes pas, mes petits pas d'enfant d'autrefois.

Le livre dont je vous parlais tantôt — *Chaque jour est un adieu* — ouvre sur une citation de Saint-John Perse : « Sinon l'enfance qu'y avait-il alors qu'il n'y a plus ? » Foutue bonne question. C'est toujours ma rue minuscule comme une virgule. Toujours ma maison dans le tournant, sa porte et son imposte vitrée, ses volets — n'ont-ils pas toujours été de ce vert olive ? Le même gravier blanc dans la cour. C'est toujours mon école Paul-Langevin, ses tilleuls, et dans la brique la plaque commémorative du passage du maréchal Joffre. L'abattoir a fait place à un parking, mais à côté c'est toujours la maison du docteur Puchoux ceinte d'un muret, prolongée vers l'arrière d'un jardin toujours plein de mirabelliers.

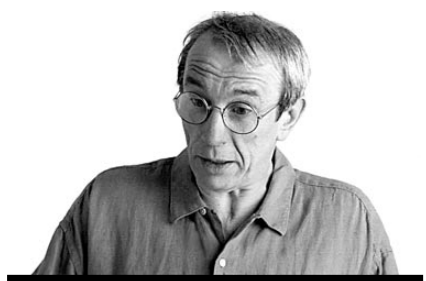
Pardon, monsieur, est-ce encore le docteur Puchoux qui habite ici ?

Puchoux, dites-vous ? Je ne vois pas. Vous cherchez quelqu'un ?

Non. Enfin si. Je cherche un petit garçon.

Au café de la Boule d'Or où je suis allé prendre une menthe-limonade (on disait un diablo), il ne manquait même pas le fils du concierge de l'école, le Titi Ramelot. Il ne m'a pas reconnu, moi si. Je n'ai rien dit.

La langue française ne manque pas de temps pour conjuguer le passé, passé simple, passé composé, imparfait, plus-que-parfait, passé antérieur, et même le futur antérieur du passé... Non, ce n'est pas une blague — par exemple, j'aurai soupé quand vous arriverez —, c'est le futur antérieur du passé, anyway. J'affirme aujourd'hui qu'il manque



Pierre FOGLIA

pendant un passé à la langue française ; il manque le plus-que-passé ou passé triste, qui aurait pour effet de frapper les trop vieux souvenirs d'insignifiance.

Sinon l'enfance qu'y avait-il alors qu'il n'y a plus ? Tout. Il y avait tout.

QU'EST-CE QUE L'HOMME ? — C'est le titre d'un livre très séduisant « sur les fondamentaux de la biologie et de la philosophie » que j'ai lu aussi cet été, encore un livre que je m'apprêtais justement à écrire et paf, il me saute dans la face à la vitrine d'un libraire : *Qu'est-ce que l'homme ?*

L'homme est culture et nature. L'homme est à la fois le produit de son hérité et de son milieu. L'homme est inné, mais l'homme est aussi la somme de ses apprentissages. L'homme est maître de son destin jusqu'à un certain point. C'est ce que nous dit le livre, rien de très neuf. Moi j'aurais ajouté que l'homme est surtout ce qu'en fait sa fiancée et mon titre eût été : *Qu'est-ce que l'homme, mais surtout, qu'est-ce que sa fiancée ? Et d'abord, où est-elle ?*

Elle était à l'épicerie, la voici qui en revient, deux gros sacs dans les bras. Elle va les poser sur le comptoir de la cuisine en se déhanchant un peu et, comme à chaque fois qu'elle fait ça, dans la seconde qui suit, c'est plus fort qu'elle, même si elle sait que je la guette du coin de l'oeil et que je vais l'imiter, c'est plus fort qu'elle, elle replace son soutien-gorge en pinçant l'élastique par en dessous et en tirant vers le bas.

T'es con, qu'elle dit.

Un petit peu, mais je t'aime.

L'HONNÊTÉTÉ — Petite histoire qui n'a rien à voir. Dorval. Une jeune femme est venue accueillir son amie qui arrive de Port-au-Prince. Elles se tombent dans les bras. Puis s'éloignent vers la sortie. À l'instant des effusions la voyageuse a posé son sac à main sur une chaise. Et elle l'oublie là.

Si je vous en parle, c'est bien sûr parce qu'elle l'a retrouvé. On n'appelle pas dans un journal pour dire : Eh, j'ai perdu mon sac à Dorval. On appelle pour dire : « Hey, il y a des gens honnêtes quand même. » Il y avait 600 \$ dans le sac. Un téléphone portable. Cartes de crédit, passeport.

Le monsieur qui a trouvé le sac a appelé très tard en utilisant le cellulaire... Il a dit : J'ai trouvé un sac, il y a ça et ça dedans. La jeune fille a dit : Merci, où dois-je aller le chercher ? Je vous rappellerai demain matin à 8 h, a répondu le monsieur. Il a raccroché sans laisser ses coordonnées.

Le téléphone a sonné à 10 h le lendemain matin chez la jeune fille qui n'y croyait plus. Elle est allée récupérer son bien chez le monsieur, haïtien aussi. Un modeste appartement. Deux petits enfants...

Ce que nous montre cette histoire, c'est que l'honnêteté n'est pas un truc que l'on porte en soi comme un mouchoir dans sa poche. On en a besoin. On s'en sert. On le remet dans sa poche jusqu'à la prochaine fois. Non, non, c'est pas comme ça. On n'est pas honnête comme on se mouche. Faut y penser. Et faut la nuit pour le devenir.

loto-québec résultats

La Mini

NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS
203464	50 000 \$	20346	1 000 \$
03464	5 000 \$	2034	100 \$
3464	250 \$	203	10 \$
464	25 \$		
64	5 \$		

Tirage du: 2000-08-25

1 SATURN LS1* (numéro non décomposable) 212A100

1 lot de 10 000 \$ (numéro non décomposable) 215A374

3 lots de 5 000 \$ (numéros non décomposables) 608A777 622A781 673A076

10 lots de 3 000 \$ (numéros non décomposables)

158A810	397A976	191B317	381B502
207A132	428A488	357B405	537B850
246A932	439A475		

10 lots de 1 500 \$ (numéros non décomposables)

205A042	135B667	530B616	586B045
546A485	354B726	534B092	663B397
130B498	354B932		

25 lots de 500 \$ (numéros non décomposables)

100A965	577A225	167B381	526B283
110A286	583A648	190B349	536B826
144A553	631A067	191B872	566B902
181A619	675A687	305B351	649B292
231A958	156B780	309B147	673B168
407A843	160B453	373B166	688B542
451A832			

50 lots de 250 \$ (numéros non décomposables)

117A586	603A878	341B420	509B885
132A738	604A673	349B825	553B408
213A738	664A457	353B042	561B005
224A470	114B436	384B262	565B144
261A967	130B781	393B378	567B561
264A656	182B219	401B456	594B339
339A024	238B855	436B187	608B605
340A021	250B162	438B888	629B883
343A184	284B972	450B855	653B145
366A011	287B526	467B824	672B313
382A012	295B482	492B515	678B470
408A453	320B076	501B404	689B768
443A239	337B281		

Le jeu doit rester un jeu.

Les modalités d'annulation des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

SOLARIUMS Zytco

SOLARIUMS TROIS ET QUATRE-SAISONS

VENEZ VOIR NOS NOUVEAUX MODÈLES 2000

SALLE DE MONTRE OUVERTE LE SAMEDI

4940 CHEMIN BOIS-FRANC, ST-LAURENT, QC, H4S 1A7

WWW.ZYTCO.COM

514 335-2050

ESTIMATION SANS FRAIS : 800 361-9232

Une largeur d'avance.

new balance

Modèle	Catégorie	2A	B	D	2E	4E
MB03AT	Tout terrain-homme					
M703AT	Course-homme					
MX660WB	Multisports-homme					
MX608WN	Multisports-homme					
WW554WN	Marche-femme					

sports experts

Chute de prix

Montée de puissance

PowerMac G4 400 (Ang.) # M7641 2049,95 \$

PowerMac G4 450 (Fr./Ang.) # M7628 3049,95 \$

StudioDisplay 17" # M6221 549,95 \$

Reveneur agréé Centre de Service Autorisé

Ouverture bientôt à : Laval et Rive-Sud

Nous engageons : Tel: (514) 738-9955 ext. 224, Fax: (514) 738-9189

B. Mac le magasin

Tout Apple, une seule passion.

5580, rue Paré, Montréal (Québec), H4P 2M1, Tél: (514) 738-9955

Reveneur par excellence mondial 2000.

À L'AGENDA

Devenez mannequin jeunesse d'un jour

Vous êtes une jeune fille âgée entre 13 et 17 ans ?

Courez la chance de devenir mannequin d'un jour lors de notre défilé jeunesse qui aura lieu le 14 septembre à 19 h.

Pour participer, il suffit de remplir un formulaire de participation disponible chez les Ailes de la Mode avant le 30 août.

PRIVATE MEMBER offert chez Les Ailes de la Mode

AILES LES AILES DE LA MODE

Nulle part ailleurs

MAIL CHAMPLAIN (450) 672-4537 • CARREFOUR LAVAL (450) 682-4537 • PLACE STE-FOY (418) 652-4537 • www.lesailles.com

Magasin-Partage: coup de pouce aux immigrants en difficulté

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

« Dis, papa, est-ce qu'on va manger ? Est-ce qu'on va manger ? ! »

Trottinant derrière son père, le petit Reda explorait hier une véritable mine d'or. Des sacs de sucre à 25 cents, des pâtes Lancia à 15 cents, des jus à 10 cents, du poulet casher, des oranges presque données. Et, en bout de parcours, des cahiers d'école, des stylos et un lourd bâton de baseball, gratuits. De quoi rendre chaque fois plus désarmant le sourire du garçonnet au visage pointu.

Partout alentour, rue Robert, dans Saint-Michel, des écoliers en herbe repartaient eux aussi en serrant très fort leur nouveau ballon ou leur rondelle de hockey rose fluo. Et leurs mamans étaient obligées d'accrocher des sacs débordants aux manches des poussettes.

Bref, c'était le coup de pouce de la rentrée au Magasin-Partage, une formule adoptée il y a quelques années pour aider les familles pauvres de 21 quartiers de Montréal.

L'an dernier, une enquête de Moisson Montréal a révélé que 87 000 personnes reçoivent chaque mois de l'aide alimentaire, un accroissement de 36 % par rapport à 1996.

« On offre une alternative au dépannage alimentaire », dit Lotfi Khiari, qui coordonne le magasin de Saint-Michel pour 12 organismes communautaires. « On réunit des familles qui ont du mal à s'intégrer, qui cherchent du travail et qui sont prêtes à s'engager, à faire du bénévolat. On les réfère aux bons organismes. Centraide et la régie des services sociaux nous aident parce qu'ils aiment autant éduquer les gens, les sortir de leur isolement, que les nourrir tout le temps. »

Pour Abdel Kada Oucherif, père du petit Reda, l'événement tombe à point. Ingénieur arrivé d'Algérie il y a neuf mois, juste à temps pour l'hiver, il ne trouve toujours pas de travail. Comme la majorité de ses amis.

« Ça devient difficile. Les pre-

miers mois, ça allait, mais on commence à se sentir dans une impasse. Le gouvernement a reconnu ma formation, mais j'ai fait 600 ou 700 demandes d'emploi, j'ai eu 10 entrevues. Partout, les gens ont peur. Ils veulent de l'expérience canadienne, je n'arrive même pas à avoir de l'emploi comme technicien. »

Une histoire qui ressemble à celle de plusieurs des 50 pères et mères de famille ciblés par Aliment'Action. « Nous avons choisi des familles avec des enfants en âge d'entrer à l'école. La rentrée scolaire, c'est financièrement encore plus difficile pour eux », précise Lotfi Khiari.

Le Magasin-Partage (qui se déplace d'une fois à l'autre) ouvre aussi ses portes à Pâques et à Noël. Mais M. Khiari a bon espoir de recevoir bientôt des visiteurs tous les mois: « Mieux vaut faire un suivi... »

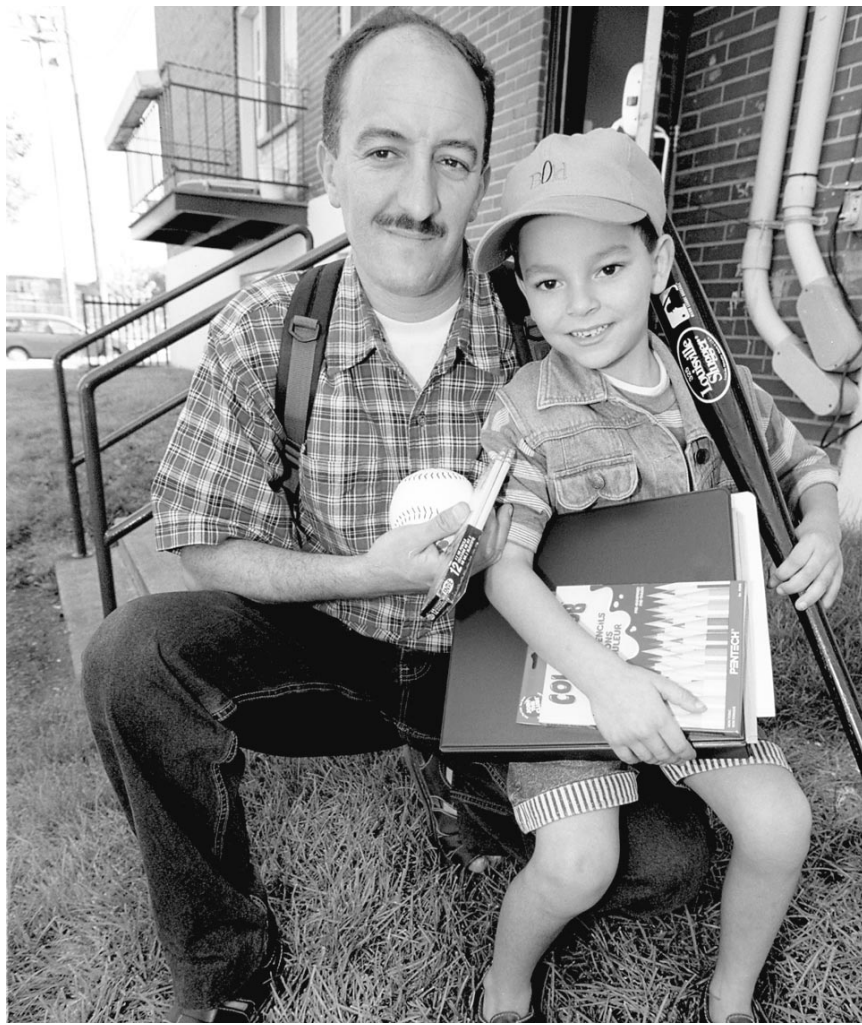


PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse ©

Abdel Kada Oucherif, émigré depuis peu d'Algérie, et son fils Reda.

URGENT
Ceci demande immédiatement votre attention.

LIQUIDATION TAPIS PERSANS

La liquidation des tapis persans Lembargo Commercial E.-U. Iran a été levée. Les grossistes en tapis transigent directement avec les E.-U. Les marchandises excédentaires de tapis seront vendues à rabais à des prix les plus bas possibles.

Par exemple :

Persans Tabriz (laine et soie)	999\$
Naghsha 5 x 7 pi	799\$
Persans Tabriz (laine et soie)	899\$
Poisson 5 x 7 pi	699\$
Persans Kashan (laine et soie)	1 999\$
10 x 13 pi	1 499\$
Persans Kashan (laine et soie)	
7 x 10 pi	
Persans Tabriz (laine et soie)	
7 x 10 pi	
Persans Tabriz (laine et soie)	
Poisson 7 x 10 pi	

SEULEMENT DEUX JOURS

TAPIS HERAWI

Samedi 26 août, 11 h à 18 h 30, dimanche 27 août, 10 h 30 à 18 h

Nouvel Hôtel, 1740, boul. René-Lévesque Ouest, Montréal
Tél. : (514) 931-8841

COMPTANT ET CHEQUE

LA CLINIQUE DE L'ŒIL DE MONTRÉAL

CLINIQUE PRIVÉE D'OPHTALMOLOGIE

300, rue Léo-Pariseau, bur. 901, Montréal

(514) 288-0088

1 888 844-8888
www.cdoum.com

Une excellence reconnue en chirurgie des yeux

Le Dr Sam Fanous, directeur médical de la Clinique de l'œil de Montréal est honoré pour une 2e année consécutive par l'*American College of Eye Surgery* pour le maintien d'un haut niveau d'excellence :

- en 1999, en chirurgie de la cataracte. Seul un autre chirurgien canadien a obtenu ce certificat en 1996;
- le 13 mars dernier, en chirurgie réfractive au laser (LASIK) pour la correction de la myopie, de l'astigmatisme et de l'hypermétropie. Le Dr Fanous est le seul chirurgien canadien à avoir obtenu ce certificat.

Renseignez-vous sur nos promotions de la rentrée, valides jusqu'au 30 septembre 2000.

LES PLAISIRS DE LA TABLE ET LA GASTRONOMIE VOUS INTÉRESSENT?

FORMATION POUR TOUS

Cours pratiques, démonstrations et dégustations (soirs ou fins de semaine)

Cuisine

Pâtisserie
Marinades et conserves
Vins et portos
Et plusieurs autres

Faites vite, les places sont limitées.

Québec
INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC

Pour information : (514) 282-5113 ou 1 800 361-5111, poste 5113
www@lthq.qc.ca

SHERBROOKE

389\$ PAR MOIS LOCATION 48 MOIS*

OU FINANCEMENT À PARTIR DE **0,9%****

DERNIÈRE CHANCE

MEILLEURE BERLINE SPORTIVE SELON L'AJAC!
■ MOTEUR V6 DE 222 CHEVAUX ■ CLIMATISEUR AVEC RÉGULATEUR AUTOMATIQUE DE L'AIR AMBIANT
■ RADIO AM/FM/CD 6 HAUT-PARLEURS ■ SYSTÈME ANTIVOL ET ANTIDÉMARRAGE ■ SYSTÈME DE FREINS ABS ■ SIÈGES AVANT CHAUFFANTS ■ JANTES EN ALLIAGE ■ TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

VOUS EN AVEZ TOUJOURS PLUS AVEC LA MAXIMA 2000

NISSAN

TOUJOURS PLUS LOIN.

*Location de 48 mois pour la Maxima GXE (U4RG70 CK00). Acompte ou échange équivalent de 4595\$. Limite de 24000 km par année avec 0,06 \$/km extra. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit par NCFI. **Taux de financement de 0,9% à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois, 4,8% pour 48 mois et 6,8% pour 60 mois. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. †Meilleure berline sportive selon l'Association des Journalistes Automobile du Canada. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement.

www.nissancanada.com 1 800 387-0122

TÉLUQ*

l'université à distance, l'université en tête.

PLUS de 60 programmes d'études et 260 cours à distance en :

- Administration
- Communication
- Éducation
- Études pluridisciplinaires
- Formation à distance
- Finance
- Informatique
- Lettres et langues
- Psychologie
- Relations publiques [NOUVEAU]
- Santé
- Sciences
- Sciences sociales
- Technologies de l'information

PLUS de 40 cours en ligne

UNE formation tournée vers les emplois d'avenir.

CONTACTEZ-NOUS, il est toujours temps de s'inscrire !

Inscrivez-vous avant le 29 septembre et courez la chance de gagner un des deux ordinateurs portatifs.

*TÉLUQ, c'est la Télé-université.

Du lundi au mercredi : 8 h 30 à 18 h • Du jeudi au vendredi : 8 h 30 à 17 h

1 888 843-4333
Demandez le poste 185
www.teluq.quebec.ca/185

Université du Québec
TÉLUQ
L'université à distance

L'opposition s'amplifie contre le projet d'une nouvelle route entre Saint-Donat et Tremblant

ANDRÉ NOËL

La municipalité de Lac-Supérieur, dans les Laurentides, ajoute sa voix à ceux qui pourfendent le projet de route du ministre des Transports, Guy Chevrette, entre Saint-Donat et le mont Tremblant. Un projet associé à du gaspillage de fonds publics.

M. Chevrette va donner 15,5 millions de dollars à la Ville de Saint-Donat pour construire cette route de 31 kilomètres qui passera par Lac-Supérieur. Or, il existe déjà une autre route, plus courte, qui pourrait être rénovée à bien moindre coût.

Plus tôt ce mois-ci, la municipalité de Lac-Supérieur a adopté une résolution demandant au gouvernement de revenir sur sa décision. « Plusieurs propriétaires se sont déjà prononcés contre le nouveau tracé », indique la résolution.

« Ce tracé n'a aucun effet positif pour la municipalité de Lac-Supérieur ou ses citoyens. Un chemin reliant la région de Saint-Donat à Lac-Supérieur existe déjà et pourrait rencontrer les mêmes objectifs... Il serait beaucoup moins coûteux pour le gouvernement. »

L'urbaniste de Lac-Supérieur, Sylvain Provencher, a écrit au ministre Chevrette pour exprimer l'indignation des résidents. « Il est désolant de voir à quel point le ministère des Transports peut gaspiller des fonds publics simplement sur des pressions politiques, écrit-il. S'il vous plaît, M. Chevrette, veuillez dépenser notre argent de façon logique. Consolidez les routes existantes tout en faisant profiter à une région élargie les retombées

économiques du développement de Tremblant.

« Le nouvel axe (projeté) va à l'encontre des orientations du ministère des Transports. Il a été annoncé sans aucune concertation, ne créera aucune retombée économique pour les municipalités concernées et n'a aucune justification sérieuse.

« Les municipalités de Lac-Supérieur et de Saint-Faustin ont déposé une proposition de plan de transport pour la région de Tremblant qui respecte les objectifs du ministère, améliorerait l'accessibilité de Saint-Donat vers Mont-Tremblant, causerait le moins d'impacts sur l'environnement et qui, finalement, est la plus économique. »

L'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec dénonce aussi le projet de route, qui sera construite en pleine forêt, le long du parc du mont Tremblant. « Voilà un autre exemple de l'improvisation du gouvernement qui sème des dizaines de millions pour des liens routiers non prioritaires, à l'encontre de ses propres politiques », affirme le syndicat.

Une étude réalisée par le Conseil régional de développement de Lanaudière conclut qu'une nouvelle route entre Saint-Donat et Mont-Tremblant est une dépense inutile. « Toutes les options de route entre Saint-Donat et le mont Tremblant apportent toutes trop peu d'impacts économiques pour en justifier les importants coûts requis par leur construction et leur entretien. »

Le président du CRD, Alain Larue, soutient pourtant le projet de route qui, selon lui, « favorisera le développement de projets créateurs d'emplois ». Le ministère des Transports affirme également que la route « contribuera à la mise en valeur du secteur Saint-Donat ». Des promoteurs pourraient en profiter.

Départ surprise de Pierre Courville, chef des pompiers de Laval

MARIE-CLAUDE GIRARD

Le responsable du service de Prévention des incendies de Laval, Pierre Courville, a quitté ses fonctions la semaine dernière, à la surprise de plusieurs membres de l'administration.

Alors qu'il s'apprêtait à assister au congrès de l'Association des chefs de pompiers, à Montréal, M. Courville a appris qu'il ne cadrerait plus avec les orientations que l'administration souhaite donner au service de Prévention des incendies. La décision serait liée aux changements apportés à la loi sur la protection contre les incendies, et peut-être à la réforme de la carte des services policiers.

On lui a proposé un poste de conseiller spécial auprès du directeur de la Protection des citoyens, Jean-Pierre Gariépy, qui chapeaute tant la police que les pompiers. Le chef des pompiers a préféré prendre sa retraite.

Il sera remplacé par Benoit Pépin, actuellement chef des opérations à la section des projets spéciaux. Le syndicat des pompiers

accueille favorablement la venue du nouveau directeur adjoint, qui s'occupait jusqu'à récemment des relations avec le syndicat.

Le départ de M. Courville survient alors que les corps de police sont en discussion dans le cadre de la réorganisation des services policiers lancée par le ministre Serge Ménard. Québec souhaite diminuer le nombre de corps de police.

À Laval, le chef Gariépy, qui est aussi vice-président de l'Association des directeurs de police, prône une fusion de son service avec ceux d'une quinzaine de villes de la couronne nord.

Si ce scénario se réalisait, les pompiers lavallois seraient dirigés par une organisation régionale, à moins que la Ville ne décide de scinder le service en deux.

Le départ de M. Courville ne serait pas lié à cette réforme, encore lointaine et hypothétique, selon M. Gariépy. Pour sa part, le chef du parti Élan et ex-candidat à la mairie, Daniel Lefebvre, s'est dit « surpris qu'une réforme policière négociée en catimini ait déjà fait une victime ».

THERM-A-REST

MATELAS AUTOGONFLANT EXPLORER THERM-A-REST

- très confortable et léger;
- fabriqué de tissu antidérapant;
- dimensions (cm): 50 x 180 x 2,25.

Spécial 49⁹⁵\$

Régulier 59,95 \$

LA CORDÉE

SACOCHE DE GUIDON LA CORDÉE

- capacité de 6 litres;
- système d'attache rapide;
- 3 pochettes;
- bandoulière incluse.

Spécial 39⁹⁵\$

Régulier 49,95 \$

LA CORDÉE

2159, rue Sainte-Catherine Est, Montréal H2K 2H9
 Métro Papineau Tél. : (514) 524-1106
 Prix sujets à changement sans préavis.
 Solde en vigueur jusqu'au 10 septembre 2000 ou jusqu'à épuisement de la marchandise.

ÉPILATION AU LASER

SPÉCIAL À PARTIR DE 99\$ par traitement (jusqu'au 1er octobre 2000)

Traitement complet des rides du visage 1 499 \$

NOUVEAU !! ARTECOLL Collagène permanente

Téléphonez pour obtenir une consultation gratuite avec un de nos médecins de famille.

OFFRONS AUSSI : Traitement des rides et varices • Botox • Augmentation des lèvres • Transplantation capillaire • Liposuction • Exfoliation faciale

VENDÔME STATIONNEMENT DISPONIBLE

INSTITUT DE CHIRURGIE LASER DE MONTRÉAL (514) 485-9934
 COMPLEXE DE SANTÉ REINE ELIZABETH
 2111, rue Northcliffe, bureau 306, Montréal • www.lasermontreal.com

2861783 Not Ready

Saab versus à la carte

Plus de 80 Saab 9-3 2000 disponibles en inventaire.

Saab 9-3	SA455	Vert	15B	Cuir beige / Automatique / Toit ouvrant	Neuf
Saab 9-3 5 portes Viggen	200-358	Bleu	15M	Toit ouvrant / Cuir bleu & noir	Démo
Saab 9-3 3 portes	500045	Noir	15C	Cuir gris / Manuelle	Démo
Saab 9-3 5 portes	M016013	Argent	15B	Cuir gris / Automatique / Toit ouvrant	Démo
Saab 9-3 3 portes Viggen	Q00241	Bleu	15M	Cuir noir / Manuelle / Toit ouvrant	Démo
Saab 9-3 5 portes	287	Vert	15A	Cuir beige / Manuelle	Neuf
Saab 9-3 5 portes	11242	Argent	15A	Tissu gris / Manuelle	Neuf
Saab 9-3 5 portes	20224	Rouge cayenne	15A	Cuir beige / Manuelle	Démo
Saab 9-3 5 portes	80503	Noir	15A	Tissu gris / Manuelle / Toit ouvrant	Neuf
Saab 9-3 3 portes	600352	Argent	15C	Cuir gris / Manuelle / Toit ouvrant	Neuf
Saab 9-3 5 portes	20-3557	Bleu	15B	Cuir beige / Automatique / Toit ouvrant	Neuf

1 888 888-SAAB www.saabcanada.com

SAAB

Saab 9-3

Saturn Saab Isuzu de Blainville Blainville (450) 437-6317	Gravel Saturn Saab Isuzu Montréal (514) 861-2000	Bourassa Saturn Saab Isuzu Laval (514) 385-9191	Mondial Saturn Saab Isuzu Montréal (514) 385-7222
Saturn Saab Isuzu de Brossard Brossard (450) 672-2500	Saturn Saab Isuzu de Terrebonne Terrebonne (450) 964-1374	Décarie Saturn Saab Isuzu Montréal (514) 342-2222	West Island Saturn Saab Isuzu Ville Saint-Laurent (514) 332-4424

Pour tous les détails, communiquer avec votre détaillant. Modèle illustré à titre indicatif seulement.

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse
26 août 2000

Pages A8-A9
manquantes

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse
26 août 2000

Pages A10-A11
manquantes

Une sécurité accrue pour le prochain Sommet des Amériques

ANDRÉ NOËL

La police entend déployer les grands moyens pour tenir à l'écart les milliers de manifestants qui se regrouperont à Québec en avril afin de protester contre la tenue du Sommet des Amériques, où 34 chefs d'État sont attendus.

« Il s'agira de la plus importante manœuvre de sécurité jamais effectuée au Canada, a déclaré hier Julie Brongel, de la Gendarmerie royale du Canada. Jamais on n'aura reçu autant de chefs d'État en même temps. »

Au moins 3000 agents de la GRC, de la Sûreté du Québec et des polices municipales de Québec et de Sainte-Foy veilleront à tenir les manifestants loin des dignitaires. Un périmètre de sécurité sera établi, mais Mme Brongel a dit que ses limites n'ont pas encore été fixées.

Le Soleila affirmait hier que tous les résidents, travailleurs et commerçants du secteur compris entre le Château Frontenac et l'hôtel Loews Le Concorde devront se prévaloir d'une carte d'accréditation pour accéder à leur domicile ou à leur lieu

de travail entre les 20 et 23 avril.

Selon le quotidien de Québec, environ 35 000 personnes devront ainsi être accréditées, après vérification de leur passé judiciaire. Mme Brongel a soutenu hier que ces affirmations étaient prématurées. « Bien sûr, il y aura des accréditations, mais nous n'avons pas encore évalué leur nombre. »

Le Sommet des Amériques sera une importante séance de négociation visant à établir une zone de libre-échange dans toute l'Amérique, de la Terre de Feu à la terre de Baffin, à l'exception de Cuba. Neuf

groupes de travail sont à pied d'œuvre pour que le nouvel accord soit signé en 2005.

Bien que les négociations soient entourées de secret, on sait qu'à peu près toutes les sphères d'activité pourraient être considérées comme des objets de commerce, comme les soins de santé et les services d'éducation. Des groupes tels qu'Opération Salami ont déjà commencé à mobiliser leurs troupes.

Cette semaine, le Service canadien du renseignement de sécurité a publié un rapport où il s'inquiète des violentes manifestations qui

pourraient éclater au Sommet. Le rapport affirme que le mouvement antimondialisation est en pleine expansion et est susceptible de représenter une menace pour la sécurité publique.

« À Seattle, la police a été prise de court, a dit Mme Brongel. Il y a eu des émeutes. Nous voulons éviter la répétition de tels incidents. Nous espérons que le grand nombre de policiers et la présence de barricades vont dissuader les manifestants d'être trop agressifs. »

Pourtant, plusieurs observateurs ont soutenu que ce sont les policiers eux-mêmes qui ont été les plus violents à Seattle. Bien des manifestants pacifiques ont été matraqués et gazés sans raison. Mme Brongel dit que l'absence de préparation a fait en sorte qu'il y a eu escalade dans la violence et « des deux côtés ».

« Nous voulons respecter le droit d'expression des manifestants, a-t-elle dit. Mais nous sommes conscients que des personnes plus violentes profitent de ces événements. Ce sont elles que nous voulons contrôler. »

Mme Brongel a confié que des agents de renseignement ont déjà entrepris leur collecte d'informations avant le Sommet, mais elle a refusé de parler d'infiltration policière au sein des groupes de militants.

Poignardé à mort

Presse Canadienne
CHARLESBOURG

François Allaire, 35 ans, de Charlesbourg, a été poignardé à mort, vers 2h27, dans la nuit de jeudi à vendredi. Il tentait, au péril de sa vie, de maîtriser un homme en état d'ébriété à la sortie d'un bar.

Le présumé meurtrier serait arrivé vers 23h00, en état d'ébriété, dans une salle de billard de Charlesbourg. L'homme s'est vite mis à déranger la vingtaine de clients et d'employés présents à l'intérieur de l'établissement, en montant sur les tables et en touchant aux instruments de musique de l'orchestre.

Les employés du bar ont d'abord tenté d'expulser le client récalcitrant hors de l'établissement à deux reprises, sans succès. L'homme revenait chaque fois à l'intérieur. Un client, assis au bar, a alors décidé de le conduire à la sortie.

Une querelle entre les deux hommes a éclaté et le suspect a sorti un couteau. Il a poignardé l'homme à trois reprises. La victime a alors été transportée à l'hôpital L'Enfant-Jésus, où elle a succombé à ses blessures peu de temps après. L'arme a été récupérée par les policiers de Charlesbourg sur les lieux du crime.

La victime aurait été vue à plusieurs reprises aux environs du local des Hell's Angels, à Saint-Nicolas, sur la Rive-Sud de Québec. Les deux hommes n'auraient toutefois aucun lien, la possibilité d'un règlement de compte est donc écartée pour l'instant.

Les policiers sont toujours à la recherche du suspect qui a pris la fuite à pied immédiatement après son crime. Ils possèdent une bonne description de l'individu puisque plusieurs témoins ont vu le crime.

VENTE

RETOUR AU BOULOT

CHAISE OPÉRATEUR
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, VERT, CRISSE OU BOUQUONNE
• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
• GRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR

PRO. SOUS. : 175 \$
29⁹⁹

PRO. SOUS. : 141 \$
49⁹⁹

PRO. SOUS. : 241 \$
129⁹⁹

PRO. SOUS. : 161 \$
79⁹⁹

PRO. SOUS. : 191 \$
99⁹⁹

BIBLIOTHÈQUE
FINI CHÊNE NATUREL
• DIMENSIONS : 23" L X 15" P X 80" H

PRO. SOUS. : 48 \$
49⁹⁹

BUREAU ÉTUDIANT
FINI CHÊNE BLANCHI
1 TIRAGE
• DIMENSIONS : 20" L X 40" P X 28" H

PRO. SOUS. : 108 \$
49⁹⁹

BUREAU
FINI CHÊNE NATUREL
1 TIRAGE
• DIMENSIONS : 34" L X 16" P X 28" H

PRO. SOUS. : 85 \$
29⁹⁹

POSTE INFORMATIQUE
FINI ACACOU OU HÊTRE
• DIMENSIONS : 30" L X 20" P X 55" H

PRO. SOUS. : 161 \$
89⁹⁹

POSTE INFORMATIQUE
FINI CHÊNE BLANCHI
• DIMENSIONS : 40" L X 16" P X 28" H

PRO. SOUS. : 113 \$
59⁹⁹

POSTE INFORMATIQUE
FINI NOIR SUR ÉTABLE OU MIEI
• TIRAGE-CLAYED 35" L
• ESPACE POUR CPU
• DIMENSIONS : 40" L X 24" P X 30" H

PRO. SOUS. : 161 \$
79⁹⁹

POSTE INFORMATIQUE
FINI ACACOU
• DIMENSIONS : 48" L X 24" P X 62" H

PRO. SOUS. : 338 \$
179⁹⁹

CHAISE OPÉRATEUR
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, GRIS, VERT OU BOUQUONNE
• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR

PRO. SOUS. : 224 \$
129⁹⁹

FOURNITURES DE BUREAU

Denis

LES VRAIS EXPERTS DU BUREAU

COMMANDES TÉLÉPHONIQUES ACCEPTÉES • LIVRAISON GRATUITE MÊME LE SAMEDI**

ANJOU LES GALERIES DANJOU (514) 351-1055
BROSSARD 7503, BOUL. TASCHEREAU O. (450) 656-4840
GATINEAU 120, BOUL. DE L'HÔPITAL (819) 561-5611
LAVAL 2990, BOUL. LE CORBUSIER (450) 687-8682

OTTAWA 850, INDUSTRIAL AVENUE (613) 739-8900
QUÉBEC 1415, BOUL. CHAREST O. (418) 682-3113
ST-JÉRÔME 291, DE VILLEMURE (450) 438-4111
TROIS-RIVIÈRES 2450, BOUL. DES RÉCOLLETS (819) 376-2538

POINTE-CLAIRE 2356, #6 TRANSCANADIENNE ouverture bientôt

OFFRE EN VISITEUR JUSQU'AU 5 SEPTEMBRE 2000. CERTAINS ARTICLES PEUVENT ÊTRE LIMITÉS À UN PAR CLIENT ET/OU SUBJETS À ÉPUISEMENT DES STOCKS. AUCUNE COMMANDE NE SERA DÉFAILLÉE. *ASSEMBLAGE REQUIS **TERRITOIRES LIMITÉS

OUVERT 7 JOURS

DU 26 AOÛT AU 3 SEPTEMBRE 2000

GOLDE DEUX

POUR UN

Pour un temps limité!

PETER GOLDBERG
Propriétaire de Bouclair

Achetez un article et recevez-en un deuxième gratuitement*

àtements • Suèdes extensibles • Velours côtelés
Tissus à rideau, doublures et tulle • Cotons assortis
Jacquards, dentelles et voilages imprimés • Stores
de tringles en fer forgé • Boutons et fils
Paniers en osier • Boîtes décoratives
Suèdes extensibles • Velours côtelés
Cotons assortis
àtements • Suèdes extensibles • Velours côtelés
Tissus à rideau, doublures et tulle • Cotons assortis
Jacquards, dentelles et voilages imprimés • Stores
de tringles en fer forgé • Boutons

Supermagasins de tissus et décoration!

www.bouclair.com

*un objet et meuble. Marchandise électronique. Certaines couleurs s'ajoutent.

Lumière! Moteur! Récompense!

PAYEZ AVEC VOTRE CARTE VISA® ET VOUS POURRIEZ GAGNER !**

UN PRIX AU TIRAGE AU SORT
Un voyage pour 2 personnes à une première mondiale au cinéma!***
Y compris les billets d'avion aller-retour, l'hôtel de luxe et 500 \$ US en argent de poche (voyage d'une valeur approx. de 10 000 \$).

DES PRIX À GRATTER INSTANTANÉS !
Des billets pour l'écran VISA au Festival des films du monde de Montréal[®] et d'autres magnifiques prix.

Pour participer, visitez entre le 26 juillet et le 27 août 2000 l'un ou l'autre des 14 restaurants participants énumérés ci-après et payez l'addition avec votre carte VISA.

- Alexandra & Fils, 1454, rue Peel (514) 288-5105
- Bice, 1504, rue Sherbrooke Ouest (514) 937-6009
- Bistro On The Avenue, 1362, avenue Greene (514) 939-6451
- Buona Notte, 3518, rue Saint-Laurent Ouest (514) 948-0644
- Chez Lévesque, 1030, rue Laurier Ouest (514) 279-7355
- Globe, 3455, rue Saint-Laurent (514) 284-3823
- L'Entrecôte Saint-Jean, 2022, rue Peel (514) 281-6492

- La Moulerie, 1249, avenue Bernard (514) 273-8132
- La Pizzaiolle, 1446 "A", rue Crescent (514) 845-4158
- La Pizzaiolle, 5100, rue Hutchison (514) 274-9349
- Le Paris, 1812, rue Sainte-Catherine Ouest (514) 937-4898
- Mediterraneo, 3500, rue Saint-Laurent (514) 844-0027
- Spaghettata, 359, rue Laurier Ouest (514) 273-9509
- Wienstein & Gavino's, 1434, rue Crescent (514) 281-2231

© Marque de commerce déposée de VISA International Service Association, VISA Canada est un usager licencié.
* Achat minimum de 25 \$. ** Aucun achat nécessaire. Voir le règlement dans les restaurants participants pour connaître les détails.
*** A Los Angeles, en Californie, ou à New York tel que déterminé par VISA Canada et basé sur l'emplacement de la première. Chances : Les chances de gagner un prix instantané sont de 1 sur 60. Les chances de gagner un grand prix ou l'un des grands prix de deuxième place dépendent du nombre d'inscriptions au tirage au sort qui auront été reçus au plus tard à minuit le 27 août 2000. Cette même promotion a également lieu dans 29 restaurants participants de Toronto du 1 août au 10 septembre 2000. Le gagnant du grand prix sera choisi parmi tous les participants au tirage au sort des promotions de Toronto et de Montréal.

www.visa.com/mtl

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse
26 août 2000

Page A13 manquante

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse
26 août 2000

Page A14 manquante

L'agresseur présumé d'Alexandre Livernoche n'aurait pas dû être libre

Presse Canadienne

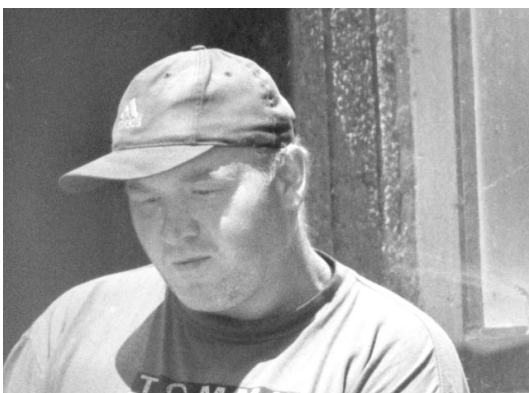
Le réseau TVA a révélé, hier, que l'agresseur présumé du jeune Alexandre Livernoche n'aurait pas dû se trouver en liberté dans les jours où sont survenus les événements qui ont entraîné la mort du jeune homme de 13 ans, dont le corps a été retrouvé, le 8 août, dans une sablière de Sorel.

Selon TVA, Mario Bastien, 29 ans, aurait légalement dû passer toutes ses nuits au centre de détention de Sorel et ce, à compter du 30 mai. Pour une question de surpopulation, toutefois, on lui aurait permis de demeurer en liberté.

Le ministère de la Sécurité publique a ouvert une enquête interne sur la façon dont le centre de détention de Sorel a géré le dossier de Bastien.

Mario Bastien avait bénéficié, entre mars et mai, d'une mesure d'absence temporaire du centre de détention de Trois-Rivières. Cette mesure n'est toutefois plus possible lorsque le détenu a purgé le tiers de sa peine, ce qui était, depuis le 21 mai, le cas de Bastien.

À compter de ce moment, son cas relevant de la Commission des libérations condition-



Mario Bastien, l'agresseur présumé du jeune Alexandre Livernoche.

nelles du Québec, qui n'avait pas pris de décision formelle dans ce dossier.

Bastien aurait dû se rapporter de façon totale au centre de détention de Sorel, où il avait été transféré, mais le ministère de la Sécurité publique, pour des raisons dites « humanitaires », lui a accordé une prolongation d'absence temporaire.

VIDANGE D'HUILE GRATUITE SI VOUS VOUS ARRÊTEZ CHEZ NOUS POUR VOS FREINS

En ce moment, dans les ateliers Midas participants, à l'achat de freins Midas longue durée, nous faisons en sorte que **ÇA BAIGNE DANS L'HUILE** pour votre véhicule.

VOUS OBTENEZ :

Une **VIDANGE D'HUILE GRATUITE** comprenant un nouveau filtre à huile et jusqu'à 5 litres d'huile Pennzoil 10W-30* ou d'une autre marque d'huile à moteur de qualité équivalente ainsi qu'une lubrification du châssis, le cas échéant.

AVEC TOUT ACHAT

de freins incluant l'installation de segments ou de plaquettes de freins Midas longue durée, garantis tant que vous êtes propriétaire de votre véhicule.

Une autre raison de dire qu'avec Midas, ça roule dans la vie.



www.midas.ca

- BOUCHERVILLE 641-4800 • CHAMBLY 447-3100
- CHATEAUGUAY 691-8181
- DOLLARD-DES-ORMEAUX 683-8322
- KIRKLAND 694-6670 • LACHINE 634-7079
- LAFONTAINE 438-8187 • LASALLE 363-7022
- LAVAL (CHOMEDEVY) 681-1601
- LAVAL (PONT-VIAU) 667-5120
- LAVAL (ST-MARTIN) 668-8101 • LONGUEUIL 670-8160
- MONTRÉAL (CÔTE-DES-NEIGES) 735-2577
- MONTRÉAL (N.-D.-G.) 481-0404
- MONTRÉAL (ROSEMONT) 526-1627
- REPENTIGNY 581-1370 • ROSEMÈRE 437-4476
- ST-CONSTANT 635-2990 • ST-EUSTACHE 473-1443
- ST-HUBERT 676-0291 • ST-JEAN 348-3861
- ST-LAURENT 956-9000 • ST-LÉONARD 259-4681
- TERREBONNE 471-7550 • VERDUN 765-9589

Rendez-vous dans un atelier Midas participant pour en savoir plus sur l'offre et la garantie.
*Huile synthétique en sus.
S'applique à la plupart des voitures et camions légers.
L'offre est vigoureuse jusqu'au 17 septembre 2000.

Venez vivre toute une gamme d'émotions à l'Hippodrome de Montréal lors des finales de la Coupe des éleveurs et voyez de vos propres yeux quels champions se partageront les quatre bourses de 235 000\$!

pour tout le monde !



7440, Boul. Décarie • Montréal • T 514.739.2741 • www.hippodrome-montreal.ca

La Coupe des éleveurs

Samedi, 26 août, 19 h 30

ENTRÉE ET STATIONNEMENT GRATUITS MÉTRO NAMUR

La loto...
Les restos...
Les chevaux...

Organisé par :



Assez Hip à ton goût ?

BOWRING

VENTE DE SUPERBE CRISTALLERIE

BELFOR

"CORTINA"
VERRERIE ET
VERRES POUR LE BAR
4 pièces par boîte.

40.00 \$
19⁹⁸ \$
boîte de 4.

MIKASA

"DIAMOND FIRE"
ENSEMBLE POUR
LE VIN EN CRISTAL

BOÎTE-CADEAUX
Bouchon d'arrêt et sous-verre

42.50 \$
24⁹⁸ \$
l'ens.



ET PLUSIEURS AUTRES PRODUITS A PRIX REDUITS.

Quantités limitées. Premier arrivé, premier servi.

Magasins dans la région de Montréal

Angrignon • Anjou • Fairview Pte Claire • Place Ville Marie • St Bruno • Carrefour Laval



Venez explorer...

BOWRING
Fondé en 1811

2884507

Restaurant clandestin condamné à une amende de 1125 \$

RAYMOND GERVAIS

Un restaurant clandestin, Chez Tammy's, situé au 2251, rue Wellington, à Montréal, a écopé récemment une amende de 1125 \$ après avoir été reconnu coupable d'avoir exploité un restaurant sans être détenteur des permis nécessaires. La faute a été constatée le 17 mars 1999.

La poissonnerie l'Homme et la Mer, propriétaire de la poissonnerie Waldman Plus, au 76, rue Roy Est, à Montréal, a été condamnée à une amende de 250 \$ après avoir été reconnue coupable de ne pas avoir conservé des produits marins réfrigérés sans les maintenir à une température inférieure à quatre degrés en tout temps. L'infraction a été relevée le 25 novembre 1999.



La boulangerie et pâtisserie Les Gourmandises de l'Arlequin, 2240, rue Ontario Est, a de son côté écopé une amende de 250 \$ pour avoir elle aussi conservé en date du 10 décembre 1999, des aliments périssables à des températures inadéquates.

Un grossiste, les Aliments Marina Foods, 1900, rue Moreau, à Montréal, a été condamné à une amende de 250 \$ pour ne pas avoir eu un commerce exempt de rongeurs, d'insectes ou de leurs excréments. L'infraction remonte au 20 janvier 2000.

Dans le Bas-Saint-Laurent, à Rimouski-Est, le restaurant Wing Hing, 260, rue Léonidas, a été condamné à une amende de 5500 \$ après avoir été reconnu coupable de malpropreté générale ainsi que pour avoir offert en vente des produits alimentaires impropres à la consommation. L'infraction remonte au 11 novembre 1998.

À Rivière-du-Loup, une succursale des Restaurant Mikes, 370, rue La Fontaine, a été condamnée à une amende de 500 \$ pour avoir, le 24 mars 1999, conservé des aliments à des températures inadéquates et pour avoir conservé son établissement malpropre.

Dans les Cantons-de-l'Est, à Richmond, le Restaurant chez Mikes, 382, rue Craig, a écopé une amende de 250 \$ pour avoir conservé des aliments périssables à une température inadéquate. L'infraction a été commise le 15 décembre dernier.

À Paspébiac, en Gaspésie, un vendeur itinérant de poissons, la Poissonnerie Paspébiac, devra payer une amende totale de 1250 \$ après avoir été reconnu coupable d'avoir conservé des aliments à des températures inadéquates, d'avoir exploité un commerce sans permis, de ne pas avoir indiqué sur des emballages le nom et l'adresse du fabricant, du préparateur, du conditionneur, de l'emballer, du fournisseur ou du distributeur. Le vendeur de poisson a aussi été reconnu coupable de ne pas avoir inscrit sur son camion le nom de sa compagnie. L'infraction a été constatée le 15 avril 1999.

la Baie NETTOYAGE DE CONDUITS DE VENTILATION

services à domicile

L'offre d'assainissant expire le 2 septembre



159 \$ maison au complet*
AUCUNS FRAIS CACHÉS

Inclus:

- Nombre illimité de conduits principaux et de bouches.
- Nettoyage gratuit des grilles d'aération.
- Aucuns frais pour portes d'accès.

Avantages :

- Le nettoyage de conduits contribue à soulager les symptômes d'allergie, l'asthme et les problèmes respiratoires en éliminant les irritants en suspension dans l'air, comme la saleté, la poussière, les fragments de poil ou de plumes et le pollen.

Méthode :

- Nos appareils industriels brevetés aspirent la poussière des conduits et des bouches d'aération et les nettoient à fond.
- Nous utilisons de puissants filtres HEPA qui emprisonnent des particules aussi minuscules que le 1/300 d'un cheveu humain et filtrent à 99,97 % la poussière et la saleté.

APPELEZ DU LUNDI AU SAMEDI, DE 8 H À 18 H

(514) 339-5420
1 800 441-0224

Renseignez-vous sur nos filtres à air électrostatiques

*Pour systèmes de chauffage simples. Des frais de déplacement de 5 \$ s'appliquent à toutes les commandes. Services résidentiels seulement. Services non offerts dans toutes les régions. L'équipement illustre peut être différent de celui qui est utilisé.

© Copyright 2000 Compagnie de la Baie d'Hudson

2884515

Syndicat des employé-e-s de soutien de l'Université Concordia (CUSSU/SESUC)

Syndicat des employé-e-s de soutien de l'Université Concordia (CUSSU/SESUC) vient de signer sa nouvelle convention collective.

Si vous étiez à l'emploi de l'Université dans un poste couvert par le syndicat et avez quitté cet emploi après le 1er juin 1997, vous avez peut-être droit à une rétroactivité. Veuillez faire parvenir une demande écrite au Service des ressources humaines et au Syndicat pour savoir si vous êtes éligible (pas d'appel téléphonique). Les demandes doivent parvenir au plus tard le 13 septembre 2000.

Gilles Bourgeois
Directeur, Relations avec
les employé-e-s
Université Concordia

Di-Anne Robin
Présidente,
CUSSU/SESUC

1455 ouest, boulevard de Maisonneuve Montréal (Québec) H3G 1M8

Annonce payée par CUSSU



On vous prépare pour le monde

www.concordia.ca

2884834

Québec
Commission d'étude sur
les services de santé et
les services sociaux

RÉGIE RÉGIONALE
DE LA SANTÉ ET DES
SERVICES SOCIAUX
DE MONTRÉAL-CENTRE

Consultation
régionale

GROUPES DE DISCUSSION SUR LE
FINANCEMENT ET L'ORGANISATION DES
SERVICES DE SANTÉ ET DES SERVICES
SOCIAUX DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

La santé vous préoccupe ?

Sans être un professionnel de la santé, vous avez votre opinion sur le sujet et aimeriez la partager ? Zins Beauchesne et associés, firme spécialisée en recherche sociale, a besoin de 120 personnes comme vous, âgées de 18 ans et plus, pour participer à des groupes de discussion dans le cadre des différentes activités de consultation publique organisées par la Régie régionale de Montréal-Centre.

Les participants à ces groupes de discussion seront appelés à exprimer leurs points de vue et à suggérer des solutions quant à l'organisation et au financement des services sociaux et de santé sur l'île de Montréal.

Chaque personne devra être disponible pour participer à un de ces groupes réunissant une douzaine de personnes, soit le 21 ou le 22 septembre prochain, durant l'après-midi ou au cours de la soirée. Par la suite, un atelier-synthèse réunissant tous les participants à cet exercice se tiendra le samedi 23 septembre 2000.

Les personnes désireuses de participer à ce débat stimulant pour le milieu de la santé peuvent contacter M^{me} Valérie Vedrines chez Zins Beauchesne et associés au (514) 861-0809, poste 1477, du lundi au vendredi de 9 h à 17 h.

2884509

UNE SEMAINE SEULEMENT! - APPELEZ AVANT LE 2 SEPTEMBRE

la Baie
services à domicile

OFFRE DE NETTOYAGE DE MOQUETTES!

13 \$ PAR PIÈCE

lorsque nous nettoyons 3 pièces. Notre prix ordinaire est de 54 \$ pour 3 pièces. Notre procédé de nettoyage à la vapeur déloge la saleté, nettoie les fibres à fond et en ravive les couleurs.

NOTRE SERVICE
4 ÉTOILES :
UNE GARANTIE DE
SATISFACTION

- ★ Notre procédé nettoie vos moquettes à fond, complètement et en toute sécurité.
- ★ Nos spécialistes apportent un soin particulier au nettoyage des taches rebelles et des endroits passants.
- ★ Nous déplaçons et remettons en place la plupart des meubles.
- ★ Nous vous fixerons un rendez-vous qui vous convient, même le samedi.



48 \$ 4 pièces

Vous ne payez que 12 \$ par pièce. Notre prix ordinaire est de 60 \$ pour 4 pièces.

77 \$ maison au complet* 7 pièces

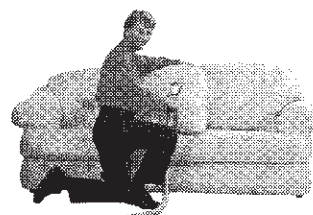
Valeur exceptionnelle!
Notre prix ord. : 98 \$

23 \$ méthode de luxe en 2 étapes

Pour chaque pièce nettoyée selon notre procédé spécial, recommandé pour les moquettes très sales. Pulvérisations préalables et agitation des fibres pendant le nettoyage à la vapeur. Notre prix ord. : 39 \$

39 \$ NETTOYAGE DE CANAPÉ

Nettoyage à la vapeur. Frais additionnels pour tissus spéciaux, coussins de dossier non attenants et meubles modulaires. Méthode de nettoyage adaptée au tissu pour le maximum de résultats. Notre prix ord. : 49 \$.



Appelez du lundi au samedi entre 8 h et 18 h

(514) 339-5420
1 800 441-0224



Des frais de déplacement de 5 \$ s'appliquent à toutes les commandes. Renseignez-vous sur notre désodorisant et notre traitement de protection des fibres. Les pièces de plus de 200 pieds carrés comptent pour deux pièces ou plus. Frais additionnels pour moquette en laine. Prix fixé séparément pour escaliers et vestibules. Services non offerts dans toutes les régions.

© Copyright 2000 Compagnie de la Baie d'Hudson

2884512

Un des assassins du couple Toope accusé de vol qualifié

L'accusé a appris à se taire devant des policiers...

CHRISTIANE DESJARDINS

L'un des trois jeunes assassins du couple Toope, qui est maintenant accusé de vol qualifié, affirme qu'un enquêteur du SPCUM lui a fait miroiter le fait qu'il ne serait pas importuné pour un vol violent survenu à Vaudreuil, en février 2000, s'il se mettait à table pour un autre vol qui avait eu lieu à Montréal, en décembre 1999.

C'est ce que l'accusé, âgé maintenant de 20 ans, a raconté devant le tribunal, hier. Son avocat, Stéphane Beaudin, tente de faire libérer son client, en disant que les enquêteurs n'ont pas fait leur travail dans les règles. L'avocat a donc appelé l'accusé à la barre pour qu'il raconte ce qui s'était passé le 24 mai dernier, soit le jour où deux enquêteurs sont allés le cueillir à la prison de Toronto.

Il venait alors de terminer une peine de 90 jours pour le vol de l'auto de son père, et la possession d'une machette. Dans la voiture, les policiers de Toronto avaient aussi retrouvé les cartes de crédit d'un homme qui s'était fait voler à Montréal le 8 décembre, ainsi que celle d'une personne victime d'un vol dans un bar de Vaudreuil. Les auteurs de ce dernier vol avaient aussi saccagé l'endroit, notamment au moyen d'une machette.

L'accusé a raconté hier que le 24 mai au



Frank Toope et son épouse Jocelyne Stephenson-Toope ont été assassinés en 1995 par trois mineurs.

midi, les deux policiers du SPCUM l'avaient fait monter dans un véhicule garé dans la prison de Toronto, et qu'ils avaient pris la route. Ce n'est que 25 minutes plus tard, alors qu'ils étaient en chemin vers Montréal, qu'on l'aurait informé qu'il était en état d'arrestation pour un vol qualifié survenu à Montréal, et que tout ce qu'il dirait pourrait être retenu contre lui.

« J'ai gardé ma bouche fermée. Avec le temps, j'ai appris que quand tu parles avec la police, ça te revient dans la face », a dit celui qui, en 1995, a assassiné le révérend Frank

Toope et son épouse, avec deux complices de son âge. Tous trois ont retrouvé leur liberté conditionnelle au bout de trois ans de garde fermée.

Mais la route est longue entre Toronto et Montréal. L'accusé soutient que les policiers lui ont parlé pour l'inciter à vider son sac, même s'il ne pouvait visiblement pas appeler un avocat de la voiture.

Rendu à Montréal, on lui a permis d'appeler un avocat, mais l'accusé est tombé sur des répondeurs téléphoniques à deux reprises. Malgré cela, les enquêteurs auraient quand même mené leur interrogatoire en le « bombardant » de questions. Il a fini par faire une déclaration incriminante pour le vol qualifié du 8 décembre, sans toutefois nommer ses complices.

La victime, un homme d'affaires, s'était fait voler son cellulaire et son portefeuille par trois ou quatre hommes qui l'avaient soudainement pris en souricière, rue Peel.

Le procès qui devait finir hier, est loin d'être terminé. Jusqu'ici, l'avocat de la défense s'est employé à mettre les deux enquêteurs sur le gril pendant des heures pour tenter de démontrer leurs erreurs. L'un d'eux s'est même effondré pendant son témoignage, hier matin, victime apparemment d'une crise d'hypoglycémie.

Lundi, tout le monde se retrouvera devant le juge Claude Parent, afin de fixer une date pour la suite du procès. Soulignons que l'accusé est détenu, notamment parce qu'il n'a pas respecté ses conditions de libération conditionnelle après le meurtre du couple Toope.

Autorisation de recours collectif contre des gouvernements

La Cour supérieure vient d'autoriser les contribuables qui ont investi dans des projets de recherche et de développement entre 1990 et 1993, sans bénéficier des avantages fiscaux espérés, à tenter un recours collectif.

Ce recours vise les promoteurs, dirigeants, intermédiaires financiers et comptables de ces abris fiscaux, de même que les gouvernements provincial et fédéral. C'est un débardeur du port de Montréal, Jean-Guy Vidal, qui représentera le groupe.

Ayant considérablement augmenté ses revenus à cause de ses nombreuses heures supplémentaires, M. Vidal avait commencé, en 1991, à investir dans ces projets de recherche et développement pour économiser de l'impôt.

Les déductions ont été acceptées les premières années, mais en 1994, les deux ordres de gouvernement réclamaient les déductions qu'ils avaient accordées à M. Vidal.

En son nom et pour les autres contribuables qui sont dans son cas, M. Vidal réclame maintenant le remboursement de son investissement, ainsi que des dommages moraux de 35 000 \$.

Faculté de l'éducation permanente



L'anglais, « un Must »

Cet automne, la Faculté de l'éducation permanente offre des cours de 45 heures comptant pour 3 crédits. Trois options vous sont offertes : en semaine le matin ou le soir, ou encore le samedi matin.

- **Conversation**
Parler l'anglais
- **Reading**
Lire l'anglais
- **Writing workshop**
Écrire l'anglais
- **Business**
Faire affaire en anglais
- **Health Care Professionals**
Anglais relié au domaine de la santé

Aucun diplôme requis
Coût : 281,85 \$ (Acceptons Visa, Master Card)

Test de classement obligatoire

Renseignements
(514) 343-6090
www.fep.umontreal.ca
Date limite d'inscription
Le 9 septembre

Université  de Montréal

2884151

La Galerie Art Sélect inc.

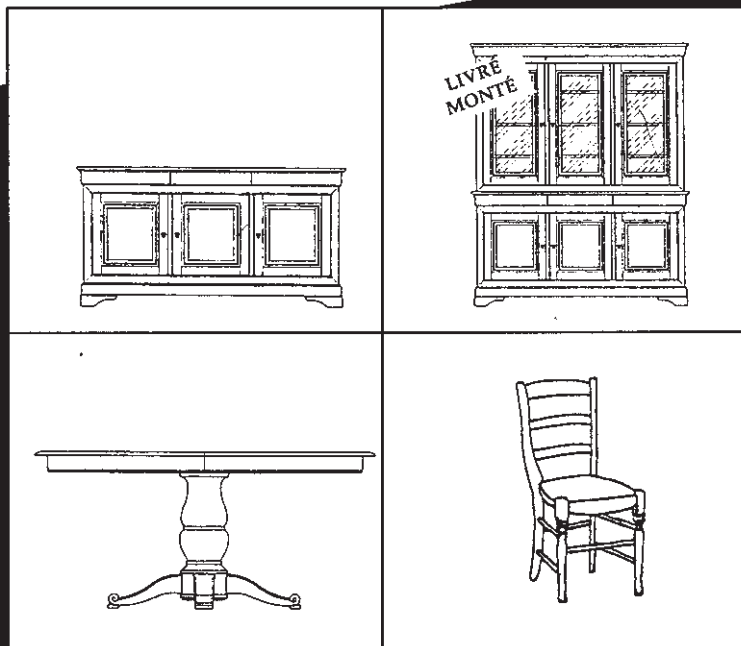
importateur de meubles exclusifs de France

as

SOLDE D'ÉTÉ

Du 19 août au 9 septembre

Profitez de réductions sur tous les meubles de votre choix ainsi que des prix avantageux sur une toute nouvelle collection en 100 % massif.



- Table ovale avec rallonge 2 635 \$
- Chaise avec assise en tissu 234 \$
- Buffet 3 portes 3 tiroirs 1 947 \$
- Bibliothèque 2 corps 4 123 \$

Fermé les dimanches et lundis

100, av. Laurier Ouest, Montréal QC H2T 2N7. Tél. : (514) 273-7088
Télécopieur : (514) 273-6656

2880446

2883637

2884528

Chercheurs recherchés

Génome Québec a pour principal objectif de développer et de mettre en place une stratégie intégrée de recherche en génomique/protéomique dans le but de devenir un leader mondial dans quelques secteurs tels que l'agriculture, l'environnement, les pêches, la foresterie et la santé humaine.

Génome Québec rappelle aux principaux intervenants de l'industrie, des laboratoires gouvernementaux, des universités et des différents centres de recherche au Québec, la possibilité de soumettre une application pour le financement de projets de recherches structurants en génomique/protéomique.

Les lettres d'intention doivent être déposées au secrétariat du FRSQ au plus tard le **1^{er} septembre 2000** et les propositions complètes, le **1^{er} novembre 2000**.

Information:
www.frsq.gouv.qc.ca



Genome Québec

2884854

Plus de 1000 cartes de crédit n'ont pu être protégées

Le pirate a eu accès à 25 000 mots de passe

FRANÇOIS BERGER

Les numéros d'un millier de cartes de crédit et les mots de passe de 25 000 clients ont été visionnés par le pirate informatique qui s'est introduit cette semaine chez le fournisseur d'accès à l'Internet appartenant à la compagnie Télébec, a admis hier la direction de l'entreprise de téléphonie, filiale de Bell Canada.

Le pirate, qui aurait agi sans intention criminelle, n'a pas fait d'acte frauduleux à la suite de son intrusion dans le système informatique de la firme Lino, un fournisseur d'accès à l'Internet de Val-d'Or qui utilise la marque de commerce Sympatico de Bell Canada, a indiqué hier la porte-parole de Télébec, Jacinthe Ouellette.

Le hacker, un jeune homme de Trois-Rivières dont l'identité n'a pas été révélée, a trouvé la liste complète des mots de passe des 25 000 clients de Lino, ainsi que 1015 numéros de cartes de crédit, en profitant d'une faille dans les mesures de sécurité du fournisseur d'accès de Télébec. Ces informations se trouvaient dans un fichier de sauvegarde qui n'était « pas protégé », selon la porte-parole.

Un communiqué diffusé hier par Télébec a affirmé qu'il s'agissait d'un « fichier de sauvegarde, comprenant certaines informations datant de 1999, qui s'est retrouvé malencontreusement hors de l'enceinte de sécurité et qui a ainsi pu être vu par une personne non autorisée ».

Le service de sécurité informatique de Bell Canada a entrepris un examen du piratage survenu chez Lino et tente d'établir si le pirate a prélevé des informations en les copiant. Télébec n'avait pas, hier, déposé de plainte pour piratage auprès des services de police.

La majorité des clients de Lino Solutions Internet se trouvent en Abitibi-Témiscamingue, mais l'entreprise fournit aussi l'accès à l'Internet dans les autres régions desservies par Télébec, surtout en milieu rural dans les Laurentides, en Outaouais, en Mauricie, dans les Cantons-de-l'Est et aux Îles-de-la-Madeleine.

Télébec a expédié jeudi soir un message électronique à tous ses abonnés pour leur suggérer de modifier leurs mots de passe chez Lino-Sympatico. Les détenteurs des cartes de crédit « vues » par le pirate ont été invités à annuler ces documents auprès des institutions financières émettrices.

C'est jeudi matin que l'intrusion informatique a été signalée à Télébec par une journaliste de la station de télévision CHEM (canal 8) de Trois-Rivières, à qui un jeune homme avait confié qu'il s'était introduit chez le fournisseur Lino et qu'il pouvait y puiser des informations confidentielles. Le jeune homme n'avait, semble-t-il, aucune intention criminelle, et il a apparemment voulu « sonner l'alarme » sur les failles de sécurité du fournisseur Internet.

Le pirate est entré dans le système de Lino en passant par le site Web de l'entreprise, une pratique courante en piratage informatique qui affecte, à divers degrés, pratiquement toutes les entreprises ayant un site Internet, selon les firmes spécialisées en sécurité informatique. La riposte consiste à mettre en place des systèmes de sécurité de plus en plus blindés.

Bell Canada, qui possède la marque de commerce Sympatico, a tenu hier à dissocier ce nom de l'intrusion survenue chez le fournisseur Internet de sa filiale Télébec. « La bannière Sympatico est utilisée par plusieurs entreprises de télécommunications canadiennes qui fournissent un service d'accès à l'Internet sous licence », a dit la porte-parole de Bell, Marie-Ève Savard. Le demi-million d'abonnés de Sympatico chez Bell Canada ne sont pas concernés par ce problème local, a-t-elle précisé.

Cyclopomme, dimanche

Les amateurs de cyclotourisme seront servis à souhait demain (dimanche), lors du Cyclopomme du Haut-Saint-Laurent, organisé en collaboration avec l'hôpital Sainte-Justine. Cinq parcours à faire rêver sont offerts, dont les degrés de difficulté s'échelonnent de facile (10 km) à avancé (100 km). Plusieurs dégustations sont prévues dans les haltes et dans les vergers d'accueil.

Chaque participant recevra de plus 2,5 kg de pommes. Facilement accessible de Montréal par le pont Mercier et ensuite par la route 138 Ouest, la région se situe à 45 minutes de la métropole. Le Haut-Saint-Laurent est à la pointe extrême du sud-ouest du Québec et se caractérise par des paysages ruraux d'une grande beauté, des chemins sinueux qui filent sous les arbres au gré des rivières et des vallons. On peut s'inscrire au 1 877 264-5411.

Sortez de l'ordinaire

AVEC LE CAHIER

Sortir

DU JEUDI DANS

La Presse



Québec

Commission d'étude sur les services de santé et les services sociaux



RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE MONTRÉAL-CENTRE

Consultation régionale

AUDIENCES PUBLIQUES SUR LE FINANCEMENT ET L'ORGANISATION DES SERVICES DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

La Régie régionale de Montréal-Centre a été mandatée par la Commission d'étude sur les services de santé et les services sociaux pour animer un débat public sur le financement et l'organisation des services et pour organiser une consultation régionale portant sur les défis nationaux et les enjeux régionaux. Ce débat, de même que la consultation, doivent être orientés vers des solutions appropriées et réalistes. Ainsi, des audiences publiques auront lieu afin de permettre aux citoyens et aux organisations d'exprimer leur avis à l'égard des actions proposées dans les documents de consultation.

- QUAND** Audiences publiques
Les 26 et 27 septembre 2000
de 9 h à 17 h, à l'Hôtel Inter-Continental
- POUR QUI** Les citoyens et les citoyennes de l'île de Montréal
Les regroupements régionaux d'organismes et d'associations
- MODES DE PARTICIPATION**
- 1- En se présentant aux audiences publiques
Les participants devront s'inscrire au préalable et présenter un avis écrit sur les thèmes de la consultation devant des commissaires et des membres du comité de la consultation de la Régie régionale;
ou
 - 2- En envoyant un avis écrit
Les personnes qui désirent participer à la consultation sans se présenter aux audiences publiques sont invitées à envoyer un avis écrit.
- INSCRIPTION ET AVIS ÉCRITS** Vous avez jusqu'au 19 septembre à 12 h pour:
vous inscrire, du lundi au vendredi de 8 h à 17 h, en téléphonant à la Régie régionale au numéro (514) 286-6500, poste 5612
ou
faire parvenir votre avis écrit à la Régie régionale à l'adresse suivante:
Audiences publiques
Régie régionale de Montréal-Centre
3725, rue Saint-Denis
Montréal (Québec) H2X 3L9
- DOCUMENTS DE CONSULTATION** Afin de recueillir le point de vue de la population et des groupes, la Commission a produit un guide d'animation et une cassette vidéo qui présentent un état de la situation sur l'organisation et le financement des services et qui décrivent des options possibles pour trouver des solutions aux problèmes évoqués. Elle veut ainsi faciliter la participation des citoyens et des groupes et favoriser la recherche de solutions novatrices et mobilisatrices. Vous pouvez vous procurer la cassette vidéo et/ou le guide d'animation en téléphonant à la Régie régionale de Montréal-Centre au numéro (514) 286-6500, poste 5612. Le guide d'animation est également disponible sur le site Internet de la Commission à l'adresse www.cessss.gouv.qc.ca.
- INTERNET** Toute l'information relative aux activités de consultation régionales sur l'île de Montréal est à la disposition du public sur le site Internet de la Régie régionale à l'adresse www.rrsss06.gouv.qc.ca.

2884512

Vidéotron

ERRATUM

Dans l'annonce double page sur la télé numérique Vidéotron parue les 19 et 23 août, à la section Télé à la carte, il aurait dû être mentionné: «l'offre de bienvenue s'applique aux films à 3,99 \$ seulement.»

Toutes nos excuses.

2884514

CAMELOTS, ADOLESCENTS ET ADULTES

demandés, à temps partiel, pour la livraison de **La Presse** à domicile

- Avec ou sans voiture
- À commission

Dans les secteurs suivants:

- **Ole Bizard**
- **Lachine**
- **Pointe-Claire**

Responsabilités

- Livraison de La Presse devant être effectuée avant 6 h 30 le matin, du lundi au vendredi, et avant 8 h, le week-end.
 - Perception des abonnés.
- Pour rejoindre l'entrepreneur de votre région,

M. Louis Archambault

composez le **(514) 992-5501**
Courriel : moselle@sympatico.ca

2884322

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse
26 août 2000

Page A19 manquante

PATINS C. C. M. TACKS 152 JR
rég.: 119.99

PATINS C. C. M. TACKS 152 SR
rég.: 139.99

99⁹⁹ JR

PATINS MISSION CONTROL JR
rég.: 129.99

79⁹⁹

JOFAI
ENSEMBLE CASQUE ET GRILLE JOFA 395COMBO
rég.: 59.99

49⁹⁹

CCM
GANTS DE HOCKEY C.C.M. M-HG120P SR 15po
rég.: 49.99

39⁹⁹

VILLE ST-LAURENT 612, boul. Ste-Croix (514) 747-6072	POINTE-AUX-TREMBLES 12510, Sherbrooke Est (514) 645-1291	DOLLARD-DES-ORMEAUX 3597, boul. St-Jean (514) 626-7235	GREENFIELD-PARK 3261, boul. Taschereau (450) 926-0660	MONTRÉAL 5916, rue Papineau (514) 274-4429	LAVAL (Méga centre) 4440, aut. Laval (440) (450) 681-8440
--	--	--	---	--	---

LAVAL (Méga centre)

HEURES D'OUVERTURE : MÉGA MAGASIN LAVAL: LUNDI AU MERCREDI DE 9H00 À 18H00, JEUDI ET VENDREDI DE 9H00 À 21H00, SAMEDI DE 9H00 À 17H00 ET DIMANCHE DE 11H00 À 17H00. LES AUTRES MAGASINS: DU LUNDI AU MERCREDI DE 9H30 À 18H00, JEUDI ET VENDREDI DE 9H30 À 21H00, SAMEDI DE 9H00 À 17H00 ET DIMANCHE DE 11H00 À 17H00. PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU DIMANCHE 23 SEPTEMBRE 2000. CERTAINES GRANDEURS OU COULEURS PEUVENT MANQUER DANS CERTAINS MAGASINS. ÉQUIPEMENTS DE GARDIEN SEULEMENT AUX MAGASINS LAVAL, D.D.O., GREENFIELD-PARK ET P-A-T. LES PRODUITS ILLUSTRÉS SERVENT À TITRE DE RÉFÉRENCE ET PEUVENT ÊTRE DIFFÉRENTS DES PRODUITS ANNONCÉS.

Altercation, chute et mort

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Un chauffeur pour une agence d'escorte, Luc Paquette, 48 ans, est mort hier après être tombé d'un balcon du troisième étage d'une maison de chambres située au 324, rue Labelle, à Saint-Jérôme. Il est tombé à la suite d'une altercation avec un autre homme et après avoir été frappé au visage avec un bâton de hockey.

Martin Giroux, 25 ans, de Lachute, et Annick Lemieux, 26 ans, qui habite l'appartement où la bagarre a eu lieu, ont été arrêtés par la police du Saint-Jérôme métropolitain pour être ensuite confiés aux enquêteurs de l'escouade des crimes contre la personne de la Sûreté du Québec, où ils étaient toujours interrogés en soirée. Ils devraient comparaître aujourd'hui pour répondre de la mort de Paquette, qui aurait déjà vécu des fruits de la prostitution.

Le 14 mai 1999, Paquette, demeurant à Saint-Antoine, avait été reconnu coupable de diverses accusations, dont extorsion et menaces à l'endroit de quelques personnes. Annick Lemieux était l'un des témoins de la poursuite. Paquette avait écopé notamment d'une interdiction de se trouver en présence de la jeune femme qui aurait déjà travaillé pour lui.

Vers 4 h, hier, Paquette s'est présenté à l'appartement du couple Giroux-Lemieux et une altercation aurait suivi. La bagarre se serait poursuivie sur le balcon, et c'est alors que Paquette est tombé sur un trottoir de ciment.

Quand les policiers sont arrivés sur les lieux, Paquette gisait dans une mare de sang. Il est mort vers 6 h 30 à l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme.

Il se pourrait fort bien que Giroux invoque la légitime défense.

Chasse à l'homme à Laval : double arrestation

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Deux hommes qui venaient apparemment de commettre un vol par effraction, tôt hier, dans un commerce à l'angle des boulevards Saint-Martin et des Laurentides, ont failli perdre la vie quand leur auto poursuivie par des policiers de Laval est allée s'écraser contre une boîte électrique d'Hydro-Québec.

L'auto a été réduite à un amas de ferraille et ses passagers sont demeurés coincés. Il a fallu l'intervention des pompiers avec des pinces de décarcation pour les sortir de leur fâcheuse position. Une forte odeur d'alcool se dégageait de l'auto et le conducteur, âgé de 26 ans, qui a refusé de passer l'alcool-test, sera accusé de conduite avec facultés affaiblies. Souffrant de diverses blessures, son passager de 19 ans et lui ont été conduits à l'hôpital.

Le passager, Jerry Medeiros, a comparu hier après-midi pour faire face à plusieurs accusations au palais de justice de Laval. Quant au conducteur, il est toujours hospitalisé, souffrant de multiples fractures aux jambes, aux pieds et aux hanches. La police n'a pas voulu donner son identité parce qu'il n'a pas encore été mis en accusation.

Il était environ 3 h 35 quand un chauffeur de taxi a vu deux hommes sortir avec une boîte d'un magasin Brault & Martineau. Il a avisé son répartiteur et transmis le numéro de la plaque d'immatriculation du véhicule suspect. Deux policières lavalloises avaient aussi remarqué que quelque chose d'anormal se déroulait.

Une poursuite a été enclenchée sur le boulevard Saint-Martin en direction ouest, et la vitesse a parfois atteint 130 km/h. Plusieurs autres autos de police se sont jointes à la chasse à l'homme.

Selon toute vraisemblance, le conducteur ne connaissait pas cette partie de Laval et, se retrouvant dans un cul-de-sac, il a appliqué les freins avec vigueur.

« Les policiers ont mesuré 136 pieds de traces de freins », a indiqué l'agent Guy Lajeunesse, des affaires publiques de la police de Laval.

Dans l'auto, les policiers ont trouvé quatre appareils vidéo et huit téléphones sans fil.

Actualités

Des écoles scrutées à la loupe

L'approche des travaillistes de Tony Blair en matière d'éducation fait bien des vagues en Grande-Bretagne. La Presse fait le point sur le sujet au moment où la question de la performance des établissements scolaires est plus que jamais d'actualité au Québec. Dans la première tranche de notre série, nous traitons de l'importance accordée à l'évaluation des écoles en sol anglais.



Marc Thibodeau
envoyé spécial
LONDRES

L'ÉCOLE À L'EXAMEN



Mike Tomlinson et Graham Holman se disent tous deux dévoués à la réussite des élèves du système anglais. Ils diffèrent cependant radicalement d'avis sur la meilleure façon d'y parvenir.

Le premier, numéro 2 de l'Office for Standards in Education (OFSTED), mis sur pied au début des années 90 pour procéder à l'inspection systématique des établissements du réseau, se dit convaincu de l'effet bénéfique des interventions de son organisme.

L'air détendu dans le spacieux bureau qu'il occupe au quartier général d'OFSTED, en plein cœur de Londres, l'élégant fonctionnaire évoque avec confiance la « rigoureuse » démarche suivie par ses inspecteurs pour parvenir à déterminer si une école, et ses enseignants, sont performants ou pas.

M. Holman, qui enseigne dans une école défavorisée de Hackney, au nord de Londres, où 75 % des élèves bénéficient d'une aide alimentaire, peste à la simple évocation du nom de l'organisme de M. Tomlinson. Les inspections, tranche l'enseignant en faisant écho à l'opinion de la majorité de ses collègues, ne valent pas le papier sur lequel elles sont écrites. « Le gouvernement ferait mieux de prendre l'argent qu'il consacre à OFSTED et de l'investir dans les écoles. C'est du gaspillage », note M. Holman, qui enseigne dans un établissement ayant reçu le OK des redoutés inspecteurs.

C'est le gouvernement de Margaret Thatcher qui a mis le feu aux poudres en 1992 en décidant de procéder systématiquement à l'inspection des écoles de l'État, une approche maintenue par les travaillistes à la suite de leur arrivée au pouvoir.

Mike Tomlinson explique que les conservateurs poursuivaient initialement trois objectifs distincts. Le premier, dit-il, était de permettre aux parents de bénéficier d'une appréciation extérieure de la valeur de l'éta-

blissement auquel ils destinent leurs enfants, chose qui faisait alors cruellement défaut.

Les élus désiraient également savoir si les fonds publics étaient utilisés efficacement dans les établissements de l'État. Enfin, ils souhaitaient disposer de données plus précises pour guider leur action politique en matière d'éducation.

Selon M. Tomlinson, la Grande-Bretagne disposait déjà d'une longue expérience en matière d'évaluation puisqu'elle compte depuis 150 ans des inspecteurs d'écoles. « Il n'y avait cependant jamais eu avant 1992 d'inspection systématique dans l'ensemble des établissements », dit-il.

Depuis ce temps, les quelque 23 000 écoles publiques du pays ont toutes été inspectées au moins une fois. OFSTED prévoit terminer la seconde ronde d'inspection en 2003. Les comités d'éducation locaux — que l'on peut assimiler à nos commissions scolaires — sont aussi inspectés.

Normalement, les inspecteurs, qui s'annoncent plusieurs mois à l'avance, passent près d'une semaine dans l'école ciblée.

La performance scolaire à l'étude

La performance académique des élèves est scrutée à la loupe. OFSTED, fait valoir M. Tomlinson, considère à la fois leurs résultats à une batterie d'examen nationaux imposés au long du cheminement scolaire et leur performance face aux établissements où les élèves ont un profil « socio-économique » comparable.

La « qualité de l'éducation », essentiellement assimilée à la qualité de l'enseignement, est un autre point central de l'inspection. Pas moins de 60 % du temps des inspecteurs doit être consacré à l'évaluation de l'enseignement. Ils peuvent écouter les cours, étudier les travaux des élèves, obtenir leur opinion sur la classe, etc.

Officiellement, les rapports d'OFSTED ne portent pas sur les enseignants, mais bien sur l'enseignement, un commentaire général étant formulé à partir des cotes que les inspecteurs donnent aux cours qu'ils voient. Les enseignants connaissent cependant la cote qui leur a été donnée et l'information circule rapidement au sein de l'école.

Les inspecteurs évaluent également si les ressources financières mises à la disposition de l'école sont utilisées efficacement.

Leur rapport, une fois terminé, est transmis à la direction de l'établissement. Il s'agit d'un document public qui est facilement accessible, notamment sur Internet, pour les parents intéressés.

Si l'école est insatisfaite de l'inspection, normalement menée par des firmes privées recrutant des inspecteurs formés par OFSTED, elle peut porter plainte auprès de l'organisme. L'an dernier, à titre indicatif, environ 140 plaintes ont été enregistrées en réponse à 5000 inspections, un niveau jugé acceptable par M. Tomlinson.

Depuis la mise sur pied d'OFSTED, les



Les travaillistes de Tony Blair ont annoncé dès leur arrivée au pouvoir que l'éducation serait leur priorité absolue.

PHOTO PC

inspecteurs ont conclu qu'un millier d'écoles fonctionnaient en deçà des attentes et devaient recevoir une aide particulière (special measures). Environ 400 d'entre elles n'avaient toujours pas réussi en mai dernier à se soustraire du programme d'urgence.

Les écoles qui se trouvent dans cette situation ont deux ans pour se remettre sur pied avec l'aide de leur conseil d'éducation local. Celles qui ne réussissent pas à la faire peuvent être fermées carrément ou chamboulées de fond en comble en vertu d'un programme cher aux travaillistes, baptisé « fresh start » ou « nouveau départ », qui connaît des résultats mitigés jusqu'à maintenant (voir autre texte).

Les enseignants en rogne

Les syndicats d'enseignants sont généralement ouverts à l'idée de l'évaluation de leur travail, mais s'irritent de la formule retenue par le gouvernement, qui ne permet pas, selon eux, d'apprécier véritablement la situation de l'école, la venue des inspecteurs suscitant une dynamique artificielle empreinte de stress.

John Bangs, directeur du département d'éducation du National Union of Teachers, le plus important syndicat d'enseignants, estime que les écoles seraient mieux servies par une forme « d'auto-évaluation ». « Là, les enseignants n'ont aucun contrôle sur le processus, ils le subissent », déplore-t-il.

Peter Smith, président de l'Association of Teachers and Lecturers, troisième syndicat

d'enseignants en importance, estime que le gouvernement et le public « ont le droit » de savoir si les fonds de l'État sont utilisés efficacement par les écoles. Il ne croit cependant pas que la politique d'identification et de stigmatisation des écoles sous-performantes (naming and shaming) qui découle de la diffusion publique des rapports d'inspection est judicieuse. « Le gouvernement doit chercher une formule lui permettant d'être critique des services éducatifs sans avoir l'air pour autant de frapper sur la tête des enseignants », estime-t-il.

L'idée même d'évaluer la qualité de l'enseignement par l'écoute de quelques cours et de coups de sonde auprès des élèves suscite bien des critiques. M. Tomlinson n'en a cure. « Ça ne prend pas une semaine au médecin pour poser un diagnostic », tranche-t-il.

Même si nombre d'observateurs affirment le contraire, le numéro 2 d'OFSTED nie par ailleurs que les rapports de son organisme, lorsqu'ils sont négatifs, favorisent l'exode des élèves vers d'autres établissements. Cette éventualité est rendue possible par le fait que le gouvernement a éliminé les bassins territoriaux des écoles, permettant du coup aux parents de « magasiner » à leur guise.

Les critiques des enseignants, justes ou pas, sont contrebalancées par l'enthousiasme des parents, fort satisfaits, selon M. Tomlinson, de disposer d'une information détaillée sur les écoles auxquelles ils confient leurs enfants.

« Les parents sont nos plus grands amis », dit-il.



PHOTO MARC THIBODEAU, La Presse ©

Mike Tomlinson, numéro 2 de l'Office for standards in education (OFSTED), chargée de l'inspection des écoles, affirme que les parents sont les « plus grands amis » de son organisme, fort critiqué par les enseignants.

Des nouveaux départs ratés

Le programme de « fresh start » ou de « nouveau départ », auquel a recours le gouvernement travailliste lorsque les écoles ne fonctionnent pas à la hauteur des attentes, suscite bien des vagues dans le réseau public.

L'idée, sommairement, est de fermer l'école et de la rouvrir sous un nouveau nom en procédant à d'importants changements de personnel et à de substantiels investissements matériels dans l'espoir que ces transformations créent un véritable renouveau au sein de l'établissement.

Les travaillistes ont jusqu'à maintenant appliqué cette recette, inspirée d'une expérience menée sans trop de succès à San Francisco, dans une dizaine de cas.

L'intérêt de la formule apparaît pour le moins incertain s'il faut en juger par le cas de l'école George Orwell, au nord de Londres, rebaptisé Islington Arts and Media Cchool en septembre 1999 en présence du secrétaire d'État à l'Éducation et à l'Emploi, David Blunkett, qui la présentait comme un modèle.

Le « super directeur » engagé pour l'occasion, Torsten Frediag, devait quitter l'école quelques mois plus tard après avoir été confronté à des difficultés de toutes sortes. Son successeur a décidé en mai de tenir d'urgence une séance de formation intensive pour le personnel après qu'OFSTED eut de-rechef livré de cinglantes critiques sur le

fonctionnement de l'établissement. Ultime injure, les inspecteurs ont conclu au printemps dernier que l'école devrait bénéficier de nouveau d'une aide d'urgence.

Le comité d'éducation local chargé de la gestion de l'école, s'inspirant du fait que le nombre d'inscriptions pour la rentrée est à la hausse, demeure néanmoins optimiste quant à son avenir.

Trois autres établissements touchés par le programme ont vu leurs « super directeurs » abandonner le navire à l'instar de M. Friedag.

Le gouvernement continue néanmoins de jurer par cette approche qui suscite un virulent désaveu de la part des principaux syndi-

cats d'enseignants. Il s'agit, juge-t-il, d'une approche « simpliste » qui n'a pas sa place.

Matthew Lumby, porte-parole du ministère de l'Éducation et de l'Emploi, affirme qu'on ne peut, en dépit des difficultés relevées, trancher actuellement sur la valeur de cette approche. « Les résultats des élèves étaient en hausse et les absences non motivées en baisse dans les premières écoles qui ont été touchées par le programme, mais il est encore beaucoup trop tôt pour faire le bilan. Nous en sommes aux premières heures », dit-il.

DEMAIN : DES ENSEIGNANTS SOUS PPRESSION

Politique

Un député libéral montre la porte à Paul Martin

HUGUETTE YOUNG
 Presse Canadienne
 OTTAWA

Si Paul Martin n'est pas heureux au sein de l'équipe libérale de Jean Chrétien, il n'a qu'à partir. À quelques jours d'une importante réunion du caucus libéral à Winnipeg, le député libéral de Verdun-Saint-Henri, Raymond Lavigne, vide son sac.

Selon lui, M. Martin n'est pas indispensable. Et, au lieu de « pousser » le premier ministre Jean Chrétien dehors, il devrait partir, s'est-il défoulé. « Si le gars n'est pas heureux et qu'il pense qu'à cause de lui, qu'il n'y a plus rien qui fonctionne dans le Canada s'il n'est plus là, qu'il s'en aille. Il va voir que le Canada va continuer à fonctionner demain matin. »

« On ne pousse pas personne de-

hors, a-t-il ajouté dans une charge à fond de train. On a un travail à faire, on a une élection qui s'en vient, on a un chef qui est extraordinaire, on va vivre avec lui, c'est un homme qui a fait beaucoup pour le Canada et je suis prêt à le suivre dans la prochaine élection à 150 milles à l'heure. Et rendu à un congrès à la direction plus tard, je choisirai un chef. »

Frustré de voir que M. Martin

semble récolter tout le crédit pour les réussites du gouvernement libéral, il estime que M. Martin devrait corriger le tir. « S'il était respectueux envers nous, il sortirait dehors et dirait aux gens : c'est toute l'équipe de députés, de ministres et le premier ministre qui a dirigé notre destinée depuis sept ans, c'est pourquoi on est là aujourd'hui. »

« Quand un gars n'est pas capable de faire ça, il n'a pas grand res-

pect pour moi et pour les autres députés. Je suis tanné de me faire dire dans la rue qu'il n'y a qu'un homme qui a réglé les finances publiques. C'est toute une équipe. »

M. Lavigne pense en outre qu'il est temps que M. Martin mette fin aux rumeurs de son départ. Il doit décider s'il reste ou s'il part pour le bien du parti, a-t-il lancé. Le député montréalais ne se gênera pas pour répéter ces paroles à ses collègues du caucus la semaine prochaine à Winnipeg.

Suite de la une

Le « pot », ça va très bien!

LE «POT» / Suite de la page A1

criminelles contre sa vie et celle de sa famille, le député bloquiste a dû être placé pendant des mois sous la protection de la GRC, l'an dernier.

Il accuse aujourd'hui les gouvernements d'Ottawa et de Québec de se traîner les pieds, laissant le champ libre aux producteurs de marijuana qui s'approprient de force des lopins de terre dans les cultures de maïs pour y installer leurs plantations.

« Dans tout un grand coin de mon comté, il n'y a pas un seul champ qui ne soit pas squatté par des producteurs de marijuana, dit-il. J'ai rencontré cette semaine une vieille dame de mon comté chez qui on a trouvé 150 plants à quelques mètres de sa maison. Inutile de dire que la dame en question est terrorisée. »

Malgré le temps maussade de l'été, qui retardera les récoltes de cannabis d'environ un mois cet automne, la GRC et la Sûreté du Québec confirment une augmentation des plantations et des plaintes.

Pour la seule région de Saint-Jérôme, la GRC reçoit au moins deux nouvelles plaintes par jour de gens qui ont trouvé une plantation à l'extérieur dans un champ. Et 80 % de ces plaintes sont fondées, précise le sergent Michel Picard, porte-parole de la GRC pour le détachement de Saint-Jérôme.

« On a trouvé des plantations allant jusqu'à 4000 plants, explique M. Picard. On voit aussi pour la première fois des organisations qui cultivent ici pour exporter leur marijuana vers les États-Unis, ça c'est un phénomène nouveau. Ça démontre à quel point c'est payant de vendre cette drogue mais aussi à quel point elle est recherchée. »

Pourtant, dénonce le député Loubier, la SQ et la GRC ne disposent pas de plus de monde sur le terrain, malgré les promesses de Québec et Ottawa qui disaient l'an dernier prendre la situation très au sérieux.

En fait, les deux corps policiers ont même moins de monde que l'an dernier. « Au poste de Saint-Hyacinthe, le nombre d'agents de la GRC est passé de neuf à quatre ou cinq, et la ligne 1-800 mise à la disposition des cultivateurs qui trouvent des plants de mari dans leurs champs ne marche pas. »

Selon M. Loubier, les agriculteurs hésitent souvent à appeler la ligne 1-800-711-1800 parce que la SQ débarque dans les jours suivants pour arracher les plants, indiquant du coup aux organisations criminelles qu'ils ont été dénoncés par le propriétaire du champ.

La solution, plaide Yvan Loubier, passe par une surveillance aérienne accrue. « En survolant les plantations en hélicoptère, on passe un message aux trafiquants et on protège davantage les agriculteurs », dit-il.

Profitant du caucus mixte du Bloc et du Parti québécois, hier à Granby, le député de Saint-Hyacinthe a interpellé le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, pour lui demander du renfort dans sa région. Les deux hommes doivent se revoir la semaine prochaine.

Mais la SQ ne suffira pas à la tâche, affirme M. Loubier, qui milite en faveur d'une intervention musclée de l'armée dans les champs québécois. Selon lui, une opération d'éradication des plants de cannabis menée par de 200 à 300 soldats permettraient en peu de temps de nettoyer les champs du « triangle d'or », situés entre Valleyfield, Drummondville et Saint-Hyacinthe.

« En plus, on montrerait le sérieux de nos interventions, ajoute M. Loubier, qui demandera au ministre Ménard de faire appel à l'armée canadienne.

« Je me rappelle pendant la crise du verglas, c'était sensationnel de voir comment ces gens-là ont bien travaillé, dit-il. Après tout, ce sont nos taxes, on paye pour l'armée, pourquoi ne pas s'en servir ? »

Brancher les familles sur Internet
 Rabais de 500 \$

Expo informatique - Retour à l'école

Trois jours seulement - 25, 26, 27 AOÛT

Tous les ordinateurs, imprimantes, numériseurs en vente

Les fournisseurs sont sur place pour des démonstrations et offrir des conseils

<p>Gratuit : Bureau d'ordinateur avec achat (LIMITE : 5 par jour*)</p> <p>iMac</p> <ul style="list-style-type: none"> • Processeur G3 450 MHz • SDRAM 64 Mo • Disque dur 20 Go • DVD-ROM 4X • Modem 56K V.90 • Ethernet 10/100 • Disponible en plusieurs coul. <p>1956,25 803629</p>	<p>Gratuit : Malette Targus avec achat (LIMITE : 5 par jour*)</p> <p>TOSHIBA Satellite 2230 CDS</p> <ul style="list-style-type: none"> • Processeur Celeron 550 MHz • SDRAM 32 Mo • Disque dur 6 Go • CD-ROM 24X • Modem 56K V.90 • Ecran DSTN 12,1" <p>Accès Internet limité pendant 1 an (à ou disponible)</p> <p>1849,25 750026</p>	<p>Gratuit : Câble et papier jet d'encre avec achat (LIMITE : 20 par jour*)</p> <p>Pavilion de HP avec Celeron 600 MHz</p> <ul style="list-style-type: none"> • SDRAM 64 Mo • Disque dur 10,2 Go • CD-ROM 48X • Modem 56K V.90 • Logiciels inclus <p>Incluant : • Moniteur MultiMédia 15" HP • Imprimante DeskJet 612C HP</p> <p>617500/556/128 1099,25* *Après rem. post. de 200 \$ US</p>	<p>Gratuit : Porte-copie avec achat (LIMITE : 10 par jour*)</p> <p>Moniteurs Syncmaster</p> <p>Garantie limitée de 3 ans</p> <p>750S 17" 265,25* 877270 950P 19" 435,25* 877222 *Après rem. post. de 50 \$ pour chacun</p>	<p>Gratuit : Chandail de golf avec achat (LIMITE : 6 par jour*)</p> <p>Palm 100 NOUVEAU</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 Mo RAM • OS V3.5 • Câble • Hotsync • Façades colorées en option • Gratuit: DC Road Scholar <p>850059 227,25</p>	
<p>Gratuit : Papier Inkjet avec achat (LIMITE : 10 paquets par jour*)</p> <p>LEXMARK</p> <p>Imprimante couleur Z32</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 200 x 1 200 • 7 ppm • USB/Parallèle <p>434532 139,25* *Après rem. post. de 50 \$</p>	<p>Gratuit : Malette à bloc-notes en nylon Notepac</p> <p>TARGUS</p> <ul style="list-style-type: none"> • Garantie à vie <p>39,25 634750</p>	<div style="border: 2px solid black; border-radius: 15px; padding: 10px; background-color: #333; color: white;"> <p style="font-size: 1.2em; font-weight: bold;">Microsoft</p> <p>sera présent pour faire des démonstrations de Windows Millenium Edition</p> </div>		<p>Gratuit : T-shirt avec achat (LIMITE : 15 par jour*)</p> <p>Antidote</p> <ul style="list-style-type: none"> • Antidote • Correcteur • Dictionnaire • Synonymes • Conjugueur • Grammaire <p>261199 99,25</p>	<p>Gratuit : Paquet de 5 DC avec achat (LIMITE : 20 par jour*)</p> <p>Lecteur CD-RW 9110i de HP</p> <ul style="list-style-type: none"> • 8x/4x/32x <p>861071 279,25</p>
<p>Gratuit : Papier photo avec achat (LIMITE : 10 paquets par jour*)</p> <p>EPSON</p> <p>Imprimante couleur Stylus</p> <ul style="list-style-type: none"> • 720 x 720 • 4 ppm • Port parallèle <p>093640 73,25</p>	<p>Gratuit : Étui avec achat (LIMITE : 20 par jour*)</p> <p>clearNET</p> <p>SCP bimode de Sanyo</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 heures de temps d'appel • Rétroéclairage ClearGlo • Mode vibration <p>718240 97,25* *Après rem. post. de 30 \$</p>	<p>Gratuit : Bureaux d'ordinateur avec achat (LIMITE : 10 par jour*)</p> <p>COMPAQ Presario</p> <ul style="list-style-type: none"> • Celeron 667 MHz • SDRAM 64 Mo • Disque dur 15 Go • CD-ROM 40X • Modem 56K V.90 • Graveur CD-Writer 4x/2x/24x • Ethernet 10/100 • Base-TX <p>412004/39 1549,25* *Après rem. post. de 100 \$</p>	<p>Gratuit : Appareil-photo jetable avec achat (LIMITE : 10 par jour*)</p> <p>Numériseur SnapScan Touch</p> <ul style="list-style-type: none"> • Résolution de 600 x 1 200 ppp • Couleur 36 bits • Port USB • Disponible en couleurs différentes <p>Remis à neuf en usine</p> <p>252520 98,25</p>	<p>Accès par câble Videotron avec location de modem, 12 mois, installation comprise</p> <p>Vidéotron</p> <p>427105 347,25* *Après rem. de 110 \$</p>	

Les livres ramassés seront donnés à la Fondation pour le cancer George Ionescu

COMPUCENTRE

Seulement à :

Fairview Pointe-Claire

Cour centrale

(514) 695-3620

Ven. 10 h 00 - 21 h 00

Sam. 09 h 00 - 17 h 00

Dim. 12 h 00 - 17 h 00

Compucentre est une marque déposée de Mullimicro *Quantités limitées - 1 par personne

meilleurs prix!

EN REGARDANT DE PRÈS...

VOUS CHOISIREZ HYUNDAI!

Accent **GS** 179\$^{*} /MOIS

FINANCEMENT

4,8%

DISPONIBLE JUSQU'À 48 MOIS

VERSEMENT INITIAL / MOIS		
500 \$	1 000 \$	1 500 \$
179 \$	169 \$	156 \$

AUCUN DÉPÔT DE SÉCURITÉ
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

Elantra **GL** 189\$^{**} /MOIS

FINANCEMENT

0%

DISPONIBLE JUSQU'À 36 MOIS

VERSEMENT INITIAL / MOIS	
0 \$	1 250 \$
215 \$	189 \$

AUCUN DÉPÔT DE SÉCURITÉ
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

- Dossier arrière rabattable 60/40
- Télécommande de volet de réservoir et de coffre
- Et beaucoup plus!

Tiburon 229\$^{***} /MOIS

VERSEMENT INITIAL / MOIS		
1 000 \$	1 895 \$	3 000 \$
249 \$	229 \$	204 \$

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

FINANCEMENT

0%

DISPONIBLE JUSQU'À 36 MOIS

HYUNDAI

UNE ÈRE NOUVELLE
UN ESSAI VOUS CONVAINCRA

GARANTIE 5 ANS
 L'UNE DES MEILLEURES GARANTIES DE L'INDUSTRIE - 5 ANS / 100 000 km
 (éléments importants) ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES (3 ans / 60 000 km standard)
 Incluant: livraison d'essence • changement de roue en cas de crevaison • déverrouillage • remorquage

Photos à titre indicatif seulement. * Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour l'Accent GS 2000 à partir de 179 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 8 500 \$ comptant. aucun dépôt de sécurité requis. transport et préparation inclus. ** Paiements de location basés sur un contrat de 36 mois pour l'Elantra GL 2000 à partir de 189 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 36 mois est de 9 075 \$ comptant, aucun dépôt de sécurité requis. transport et préparation inclus. taxes et immatriculation en sus. *** Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour le Tiburon de base 2000 à partir de 229 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 10 995 \$ comptant, dépôt de sécurité requis. transport et préparation inclus, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 0 % jusqu'à 36 mois. Si sus. frais administratifs de 350 \$ inclus au contrat de location pour les modèles 2000. kilométrage annuel de 70 000 km, 10 \$ par kilomètre additionnel. Option 0 rachat au terme de la location. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Sujet à l'approbation du crédit. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Véhicules en inventaire seulement. Offre d'une durée limitée avec expiration avant le 31 août 2000.

LES PARTENAIRES HYUNDAI DU GRAND MONTRÉAL

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse
26 août 2000

Pages A23-A25
manquantes

Le vitrier de Pointe-Claire est déjoué

Un bienfaiteur anonyme paie son amende relative à la loi sur l'affichage

ALEXANDRE SIROIS

Le commerçant Clifford Oswald, qui pensait que ses biens allaient être mis en vente parce qu'il avait refusé de payer une amende de 50 \$ pour avoir enfreint la loi sur l'affichage, a été déjoué.

Un homme a payé, de façon anonyme, mercredi soir, l'amende du commerçant de Pointe-Claire. Ainsi, M. Oswald, qui avait invité les médias à assister à la vente aux enchères de ses biens hier après-midi, a dû se contenter de faire le point sur la situation.

« Je ne suis pas déçu. Ça aurait été bien si nous avions pu aller jusqu'au bout pour voir exactement jusqu'où le gouvernement serait allé pour une loi si stupide, mais je crois que nous avons réussi à faire ce que je voulais faire », a-t-il dit.

Les démêlés entre M. Oswald et la Commission de la protection de la langue française ont débuté en 1997, lorsqu'il a reçu un constat d'infraction pour avoir enfreint la loi sur l'affichage. Il avait inscrit, à l'extérieur de son commerce, « Studio Lubbers, vitraux, stained glass », mais il n'avait pas accordé une nette prédominance au français, comme le veut la loi. Ayant refusé, depuis, de payer l'amende prévue, certains de ses biens avaient été saisis en juillet et devaient être vendus hier par un huissier.

« Ça a été suspendu parce qu'on

a reçu paiement dans le dossier », a confirmé une employée du bureau des huissiers Saulnier, Robillard, Lortie, qui devait s'occuper de la vente aux enchères. Un homme s'est présenté au bureau et a payé l'amende qui s'élevait, avec les frais accumulés, à 337,01 \$.

Le vitrier de Pointe-Claire a insinué que Québec était derrière ce règlement. « Le gouvernement n'a pas fait grand-chose dans les 12 dernières années pour me donner confiance que ce n'est pas eux autres », a dit M. Oswald. Il a par la suite soutenu que le dossier était loin d'être clos.

« C'est la pointe de l'iceberg », a-t-il dit. Parce que plusieurs personnes auraient refusé, comme lui, de payer leurs amendes en vertu de la loi sur l'affichage, et parce qu'il aurait lui-même reçu une seconde mise en demeure, l'an dernier.

Plus d'une soixantaine de personnes avaient été réunies hier sur le terrain de M. Oswald par l'activiste Howard Galganov et le chef du Parti égalité Keith Henderson, pour appuyer le vitrier. L'avocat de M. Oswald, Brent Tyler, était aussi sur place. Il a rappelé que son client aurait préféré « aller en prison (pour) devenir le premier prisonnier politique du Québec », mais il n'était pas déçu par la tournure des événements.

« C'est le temps de dire, surtout à nos concitoyens francophones,



Clifford Oswald entend bien défier à nouveau la loi sur l'affichage.

PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse ©

que nous sommes d'accord que le français soit exigé. C'est important que ce soit exigé. Mais de là à exiger que la langue anglaise et les autres langues soient la moitié (plus petites) sur une affiche, ce

n'est pas acceptable », a indiqué M. Tyler.

Quant à M. Oswald, il a changé le nom de son magasin pour « Vitrum Opus, réparation et restauration ». Il compte toutefois remettre

les mots *stained glass* sur son affiche d'ici deux mois et n'a pas l'intention de respecter la loi : « Je vais faire ça avec le français toujours en haut, à gauche, mais sûrement de la même grandeur que l'anglais. »

COURS sur le VIN

POUR AMATEURS ET CONNAISSEURS

SOIRÉES TECHNIQUES DE DÉGUSTATION

ACTIVITÉS GASTRONOMIQUES À PRIX ABORDABLE

• DEMANDEZ NOTRE BROCHURE

Apprentissage théorique et pratique de la dégustation (pour tout amateur de vin)

Débutant : 25 septembre 2000 (6 cours)
Intermédiaire : 27 septembre 2000 (6 cours)

Institut de Tourisme et d'Hôtellerie du Québec
3535, rue Saint-Denis, Montréal (Métro Sherbrooke)

Activités de dégustation techniques « Hautes en saveurs! »

Brunch gastronomique : 10 septembre
Exotisme d'Amérique du Sud : 16 novembre
Souper gastronomique de Noël : 9 décembre

Pour partager, découvrir et multiplier le plaisir du vin et de la gastronomie en bonne compagnie.

PROFESSEURS D'EXPÉRIENCE

L'Amicale des Sommeliers du Québec

Télécopieur : (450) 449-1796 • www.asq.qc.ca

(514) 522-7020

Une tradition d'excellence

Cours de langues : anglais, français et espagnol – septembre 2000

Maîtriser l'anglais, le français ou l'espagnol comme langue seconde, c'est accroître ses chances de réussite personnelle et professionnelle. Voilà plus de vingt ans que l'Institut des langues du Centre de l'éducation permanente enseigne les langues secondes, dans un cadre universitaire stimulant. L'an dernier, plus de 1 500 étudiants d'une soixantaine de pays sont venus apprendre une langue étrangère chez nous. Alors pourquoi ne pas faire comme eux et venir à Montréal parfaire vos langues à Concordia cet automne?

Anglais – 10 semaines, à compter du 11 septembre

Jour – intensif	1 900 \$
Soir – conversation	190 \$
Samedi – conversation	190 \$
Samedi – atelier de rédaction	235 \$

Anglais – 8 semaines, à compter du 18 septembre

Après-midi – EPT 1 : préparation aux tests de compétence linguistique (questions à choix multiples) (TOEFL, TOEIC, CELDT)	250 \$
Après-midi – EPT 2 : préparation aux tests de compétence linguistique (composition) (TOEFL, TOEIC, CELDT)	235 \$
Après-midi – grammaire interactive	190 \$

Français - 10 semaines, à compter du 18 septembre

Matin - conversation	190 \$
Soir - conversation	190 \$
Samedi - conversation	190 \$
Soir - rédaction	235 \$

Espagnol - 10 semaines, à compter du 18 septembre

Après-midi - conversation	190 \$
Soir - conversation	190 \$
Samedi - conversation	190 \$

Cours de conversation en anglais, français et espagnol :

Les étudiants établissent eux-mêmes leur niveau de classement en répondant à un questionnaire d'auto-évaluation.

Cours d'anglais intensif et cours de rédaction :

Le test de classement peut avoir lieu au moment de l'inscription de 9 h à 16 h 30 OU le soir, sur rendez-vous, une semaine avant le début des cours.

Inscription par la poste, par télécopieur ou en personne d'ici au vendredi 1^{er} septembre 2000.

Dépôt sur frais de scolarité (non remboursable) :

Cours intensif d'anglais.....300 \$

Frais d'inscription (non remboursables) :

Tout cours d'anglais, de français et d'espagnol.....15 \$

Règlement par chèque visé ou mandat à l'ordre de l'Université Concordia ou par Visa, MasterCard ou carte de débit. *Comptant ou chèques personnels non acceptés.*

Renseignements :

1600, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 117

Montréal (Québec) H3H 2S7

(Métro Guy-Concordia, sortie rue Guy)

Tél. : (514) 848-3600

Télec. : (514) 848-2806

Internet : www.concordia.ca/cont_ed

Courriel : celi@alcor.concordia.ca



Centre de l'éducation permanente

On vous prépare pour le monde

www.concordia.ca

LIQUIDATION COMPLÈTE!

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 80%

TOUTE LA MARCHANDISE D'ÉTÉ À VENDRE EN BAS DU PRIX COÛTANT

Un stock d'une valeur de \$ 8 000 00 doit être venant!

Ensemble de bar 18 pces en verre 9⁹⁹\$ Cour. \$21.99

Bloc de 7 couteaux 14⁹⁹\$ Cour. \$39.99

Panier à pique-nique de luxe 21 pces 19⁹⁹\$ Cour. \$58.99

RETRONEU

Service de vaisselle pour 8 pers., bordure décorative en platine 99⁹⁹\$ Cour. \$499.99

Service de couverts de 72 pièces pour 12 personnes en inox 18/10 99⁹⁹\$ Cour. \$489.99

Batterie de cuisine Carrera de 10 pces, en inox lourd 18/10 249⁹⁹\$ Cour. \$599.99

MARMITE GRATUITE!

Offre de lancement! Obtenez une marmite assortie de 16 pintes à l'achat d'une batterie Carrera de 10 pièces

BENIX & Co. 7335 BOUL. DECARIE 3213 AUTOROUTE 440

IMPORTATEUR D'ARTICLES MÉNAGERS DE QUALITÉ

angle Jean-Jalon et métro Namur

Chomedey, Laval en face du Carrefour Laval à côté du Yellow Plus

Lun.-merc. 10-18 h; jeu.-vend. 10-21 h; sam. 9-17 h; dim. 10-17 h

LE FAUBOURG - STE. CATHERINE

NOUS PAYONS LES 2 TAXES

FERMETURE LE 16 SEPT

obtenez les mobiliers et accessoires de décoration que vous désirez depuis longtemps.

Il ne vous reste que **22 jours**

NE MANQUEZ PAS L'OCCASION D'ÉCONOMISER

Yvon Loubeau inc. meubles de distinction

OUVERT DIMANCHE

Heures d'accueil • Lun., mar. et mer. : 9 h à 17 h 30 • Jeu. et ven. : 9 h à 21 h • Sam. : 9 h à 17 h • Dim. : midi à 16 h 30

734, boul. Curé-Labelle, Chomedey, Laval
(450) 681-4351 • (450) 681-9555

Une soirée-bénéfice contre la loi 101

ALEXANDRE SIROIS

Deux Montréalais parrainés par une poignée de groupes anglophones, dont Alliance Québec, sont en train de mettre sur pied une soirée-bénéfice pour aider l'avocat Brent Tyler à contester divers articles de la loi 101 devant les tribunaux.

« Nous espérons réunir au moins 200 personnes et, si ça va bien il y aura peut-être 300 personnes », affirme Bob Smith, l'un des organisateurs de l'événement. M. Smith, qui est membre d'Alliance Québec,

précise que les billets se vendent 40 \$, mais ne veut toutefois pas fixer d'objectif à cette campagne.

M. Tyler mène actuellement plusieurs causes de front contre le gouvernement du Québec dans le dossier linguistique. Il représente notamment dix familles francophones qui souhaitent inscrire leurs enfants à l'école anglaise, ce qui va à l'encontre de la loi 101.

L'avocat défend aussi les propriétaires du commerce The Lyon and The Walrus qui contestent, en Cour d'appel, un constat d'infraction

dressé parce que les affiches de leur boutique n'accordaient pas une nette prédominance au français, comme le prescrit la loi.

La soirée-bénéfice aura lieu le 20 septembre, au sous-sol d'une église située rue de Castelnau, à proximité du boulevard Saint-Laurent. Sur le site Internet d'Alliance Québec, on indique qu'il s'agit du « retour de Bill Johnson ».

L'ancien président d'Alliance Québec s'adressera aux convives, tout comme son successeur, le jeune Anthony Housefather. Le

chef du Parti égalité, Keith Henderson, et le maire de Côte-Saint-Luc, Robert Libman, participeront aussi à l'événement.

En février dernier, M. Smith avait également organisé une soirée pour les causes de M. Tyler, où il avait alors amassé 5000 \$. « Nous avions eu à peu près 60 personnes. Mais c'était dans ma maison, avec des amis et des connaissances. »

Au bureau de la ministre Louise Beaudoin, responsable de la Charte de la langue française, on indique que ce n'est pas la première fois

que M. Tyler a recours à l'aide extérieure pour financer ses causes. Pour l'aider à défendre les dix familles francophones qui contestent la loi 101, par exemple, il a fait appel à la National Citizens' Coalition, dirigée par un ancien député réformiste, et à la journaliste Diane Francis, rappelle le porte-parole de la ministre, Martin Roy.

« Cette guérilla juridique-là doit coûter une petite fortune, déclare M. Roy. Parce que les mousquetaires cherchent toutes sortes de façons de la financer ! »

Affichage: la loi 86 ne sera pas enterrée à Trois-Rivières

PAUL ROY

du bureau de La Presse, QUÉBEC

Commerçants, ne décrochez pas vos affiches bilingues tout de suite ! Ce n'est pas en fin de semaine, à Trois-Rivières, que la loi 86 sera abolie. Foi de Marie Malavoy.

Le conseil national du PQ, on le sait, sera saisi d'une proposition des militants de Rosemont réclamant que le parti se prononce — en prévision des états généraux sur la langue censés débiter à la mi-octobre — en faveur de l'abolition de ladite loi 86.

Mise en place par les libéraux de Robert Bourassa, celle-ci autorise l'usage de l'anglais dans l'affichage commercial pourvu que le français soit prédominant. Partisans et adversaires, on s'en souvient, avaient à l'époque sorti leurs rubans à mesurer.

Pour Marie Malavoy, première vice-présidente du PQ, cette proposition ne pourra être adoptée pour la bonne raison que le congrès de mai dernier avait refusé de débattre d'une proposition semblable, se rabattant plutôt sur les états généraux.

« Je dis que ce serait étonnant parce que normalement, le conseil national ne peut défaire ce qui a été fait au congrès », a indiqué Mme Malavoy à La Presse.

« Or au congrès, il y a eu une entente disant qu'on voulait que le gouvernement convoque des états généraux. Et qu'on voulait qu'y soient examinées différentes priorités, dont l'abolition de 86. De sorte qu'on ne peut pas revenir, quelques mois après, pour essayer de faire voter par un conseil national ce qui a été battu au congrès. »

— Comment, alors, a-t-on pu juger la proposition de Rosemont recevable ?

— Je dois vous dire que je n'étais pas à la première discussion de recevabilité. Mais dans un cas comme ça, on préfère faire le débat (sur la recevabilité) sur place. Parce que quand on dit à des gens que leur proposition n'est pas recevable, ça peut créer un peu de brouhaha.

Elle ne voit d'ailleurs pas de problèmes avec les propositions des militants de Mercier et de Laurier-Dorion de convoquer un conseil national extraordinaire pour définir la position du parti sur la langue. Le PQ ne se présentera pas sans position aux états généraux présidés par l'ex-président de la CSN Gérald Larose.

— Aura-t-il le temps d'en définir une, compte tenu que les audiences débutent dans moins de deux mois ?

— Le calendrier nous laisse une certaine liberté (les audiences se poursuivront jusqu'en avril 2001). De sorte que le parti n'est pas obligé de présenter son mémoire au début.

« Il y a un travail à faire auquel on a commencé à réfléchir, explique-t-elle. Il va falloir prendre connaissance des études récentes sur le sujet, rencontrer des gens, discuter, parler aux militants (...) On ne peut pas sauter aux conclusions séance tenante. »

Mme Malavoy s'attend à un conseil national assez animé. « Je m'attends à ce qu'il y ait de l'animation à l'extérieur aussi », dit-

elle, faisant référence aux différents groupes qui ont indiqué leur intention de venir manifester.

« Que des groupes de pression en profitent pour exprimer leurs revendications, leurs insatisfactions, ça fait partie du décor et c'est correct. Parce que si on ne leur laisse pas de place pour s'exprimer, c'est la démocratie qui en prend un coup. »

Au sujet d'une autre proposition des militants de Rosemont, qui veulent « diminuer le volume d'immigration », la vice-présidente du PQ dit : « On verra sur place s'ils ont de l'appui ou non. »

En plus des 27 propositions déjà annoncées, elle dit s'attendre, comme à chaque conseil national, à des propositions d'urgence, notamment sur la santé et l'environnement (la question de l'eau potable).

Des conseils nationaux, le PQ en tient trois ou quatre par an. On y retrouve deux délégués par circonscription — il y en a 125 —, dont un seul a droit de vote. Le premier ministre y assiste habituellement du début à la fin — M. Bouchard y prononcera d'ailleurs deux discours —, de même que ses députés et ministres.

C'est lors du conseil national qui suit un congrès — c'est le cas de celui de ce week-end — que sont élus les présidents et les membres des comités nationaux (femmes, environnement, aînés, relations internationales, citoyenneté et intégration).

Le congrès des membres, auquel participent 12 délégués par circonscription, a lieu aux deux ans. On y revoit en profondeur le programme du parti.

ARCHAMBAULT

LA PLUS GRANDE MAISON DE PIANOS AU QUÉBEC

DU 24 AOÛT AU 3 SEPTEMBRE

GRAND SOLDE

DE LA RENTRÉE

PRIX EXCEPTIONNELS

sur plus de 100 pianos



de retour des camps musicaux Orford, Lanaudière et du Festival de Jazz.

Quantité limitée.

FINANCEMENT DISPONIBLE

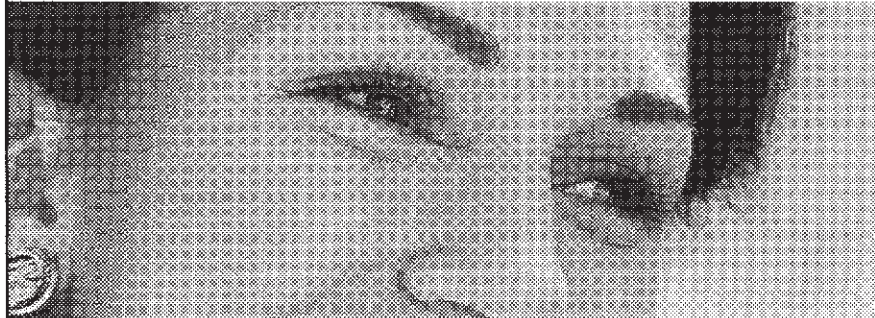
À votre service depuis 1896

WWW.ARCHAMBAULT.CA

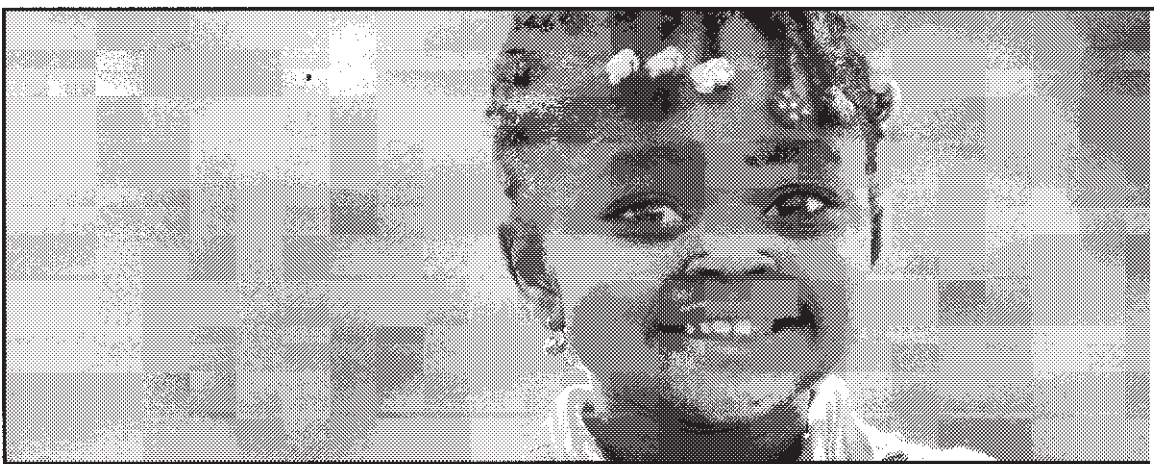
502, rue Sainte-Catherine Est

(514) 849-6201

Quand vient le temps de décider où poursuivre des études en langues ou en traduction, certains choix se comprennent mieux que d'autres.



McGill
CENTRE
D'ÉDUCATION



Xiomara Michaël-Ménard, 3 ans. Greffée du foie.

Transfusée 2 fois

Donner du sang, une question de vie.



HÉMA-QUÉBEC

Monde

L'EXPRESS INTERNATIONAL



GRANDE-BRETAGNE

Racisme institutionnel

■ Les minorités ethniques « se sentent de plus en plus vulnérables » en Grande-Bretagne, où « un racisme institutionnel » est présent dans certaines administrations comme la police, a dénoncé hier un comité d'experts de l'ONU à Genève. Les membres des minorités ethniques et nationales au Royaume-Uni trouvent encore aujourd'hui plus souvent la mort dans les gardes à vue que d'autres, ajoute le comité. Le rapport stigmatise les cas où des officiers de police et des gardiens de prison n'ont pas été jugés ou n'ont pas fait l'objet de sanctions disciplinaires. Les experts de l'ONU ont noté avec préoccupation le haut niveau de chômage parmi les minorités ethniques, les vexations à l'école, et le fait que celles-ci continuent d'être exclues d'une manière disproportionnée du système scolaire.

d'après AFP

SIERRA LEONE

Pour une aide accrue

■ Le secrétaire général des Nations unies Kofi Annan a demandé hier dans un rapport au Conseil de sécurité l'envoi de 7500 Casques bleus supplémentaires en Sierra Leone, ce qui porterait la Mission de l'ONU sur place (MINUSIL) à 20 500 soldats. Kofi Annan dit qu'il a l'intention de « maintenir sous stricte surveillance la sécurité ainsi que la situation politique et humanitaire en Sierra Leone » et qu'il n'« hésiterait pas » à ce titre à demander l'envoi de soldats supplémentaires. Le conseil doit voter sur les recommandations de Kofi Annan au plus tard le 8 septembre, date d'expiration du mandat de la force de l'ONU en Sierra Leone. Le secrétaire général demande une extension de six mois.

d'après AFP

AFGHANISTAN

Offensive de l'opposition

■ Les combats à l'artillerie faisaient rage hier au nord de Kaboul où les forces de l'opposition ont lancé une offensive contre les troupes des Talibans, ont rapporté des représentants de l'opposition. Selon Abdullah, un porte-parole de l'opposition, les troupes de l'alliance conduite par l'ancien ministre de la Défense Ahmed Shah Massoud ont lancé une attaque avant l'aube à environ 50 km au nord de la capitale afghane contrôlée par les Talibans depuis 1996. Les Talibans ont affirmé avoir repoussé cet assaut et remporté plusieurs victoires au cours des dernières semaines. Les Talibans règnent sur environ 90 % du territoire afghan.

d'après AP

LIBERIA

Journalistes libérés

■ Le gouvernement libérien a « accepté » de libérer les quatre journalistes étrangers détenus pour « espionnage », a annoncé hier le ministre libérien de la Justice Eddington Varmah. Selon lui, les journalistes avaient « présenté des excuses ». Leur libération, a-t-il souligné, ne fait pas suite à des pressions étrangères mais a été décidée par le gouvernement libérien pour des « raisons humanitaires ». Les procédures judiciaires en cours contre les quatre hommes ont été abandonnées.

d'après AFP

ÉRYTHRÉE

Expulsions en masse

■ Près de 4000 Éthiopiens vivant en Érythrée ont été expulsés les 21 et 22 août vers leur pays d'origine via Rama, dans le nord de l'Éthiopie, a rapporté hier le quotidien gouvernemental *Ethiopian Herald*. Selon les autorités du centre du Tigré, zone frontalière de l'Érythrée, ces personnes ont été expulsées sans en avoir préalablement avisé le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). De sources humanitaires à Addis Abeba, on confirmait hier l'arrivée en territoire éthiopien de ces expulsés, des jeunes femmes, mères de familles, enfants et personnes âgées résidant auparavant dans des villes érythréennes.

d'après AFP

Russie : pas de radiations anormales autour du Koursk, dont l'accident reste inexpliqué

d'après AP et AFP MOSCOU

Le premier ministre russe Mikhaïl Kassianov a affirmé hier que le niveau de radiation est normal dans la zone où gît l'épave du sous-marin nucléaire russe *Koursk* et qu'il n'y a aucun motif d'inquiétude. En revanche, les causes de l'accident qui a fait 118 morts restent mystérieuses.

Parallèlement, les familles des marins morts dans la catastrophe se sont vus accorder hier un compte en banque contenant 720 000 roubles (26 000 \$US) par sous-marinier à l'issue d'une rencontre avec le vice-premier ministre Valentina Matviyenko. « Nous sommes tous profondément peiné, avec vous, par cette tragédie », a-t-elle déclaré aux familles.

Le président de la Douma, Guennadi Selezniou, a affirmé de son côté que les proches des 118 victimes recevraient un logement garanti — dans un pays qui souffre d'un manque chronique de logements —, à l'issue d'un entretien avec le président russe Vladimir Poutine.

« Le niveau de radiation est actuellement normal » autour du sous-marin qui gît depuis le 12 août par 108 mètres de fond en mer de Barents « et nous n'avons au-

cune inquiétude », a affirmé par ailleurs M. Kassianov lors d'une visite d'une des principales installations de recherche nucléaire russe, à Sarov.

Les Russes ont affirmé dès l'annonce de l'accident que le *Koursk* ne transportait pas d'armes nucléaires. Mais des inquiétudes s'étaient fait jour du fait que le sous-marin est propulsé par deux réacteurs nucléaires. Toutefois, ces derniers ont été arrêtés lors de l'accident et jamais les autorités norvégiennes, ni les plongeurs norvégiens qui sont ensuite descendus sur l'épave, n'ont signalé de radiations anormales.

Alexander Kiriouchine, qui dirige l'équipe d'experts qui a conçu les réacteurs du *Koursk*, a expliqué hier lors d'une conférence de presse que les deux réacteurs s'étaient éteints automatiquement

« dans la minute qui a suivi la catastrophe ».

Selon lui, les réacteurs OK-650 utilisés sur le sous-marin comportent un système de sécurité automatique qui permet de les arrêter, même dans des conditions extrêmes, excluant ainsi « tout danger de désastre radioactif ».

Concernant un éventuel renflouement du sous-marin, M. Kiriouchine a souligné que la difficulté consisterait à mener cette opération en évitant que la coque se brise, laissant fuir des produits radioactifs.

Mais « même dans le pire scénario, il n'y aura aucune conséquence écologique pour la population », a assuré Rafael Aroutiounian, directeur-adjoint de l'Institut de sûreté nucléaire de l'Académie des Sciences russe.

L'accident du *Koursk*, le 12 août, et l'absence de moyens adéquats pour tenter de secourir les marins, avaient illustré tragiquement la pauvreté des forces armées russes.

« Le problème a été l'équipement de secours et l'entraînement du personnel. Un financement spécial va être alloué afin d'éviter qu'une telle situation ne se répète », a affirmé le premier ministre Mikhaïl Kassianov.

Mis en cause pour n'avoir pas réagi assez vite à l'accident, le président Vladi-

mir Poutine a annoncé coup sur coup trois mesures : une augmentation de 20 % des soldes des militaires à partir de décembre, une hausse du budget de la Défense l'an prochain et la prochaine création de centres de secours dans les Flottes de la Baltique, du Nord et du Pacifique.

Les causes de l'accident du *Koursk* n'ont toujours pas été officiellement déterminées. Alors que le procureur général de Russie, Vladimir Oustinov, et le directeur du Service fédéral de sécurité (FSB, ex-KGB), Nikolai Patrouchev, ont annoncé l'ouverture d'une enquête, le ministre de la Défense Igor Sergeiev a précisé hier : « Nous enquêtons sur plus de dix versions possibles de la catastrophe du *Koursk*, mais je penche pour l'hypothèse selon laquelle la tragédie a fait suite à une collision avec un sous-marin étranger ».

Cette version a été présentée dès le début par les Russes, mais Américains et Britanniques, qui comptent parfois des sous-marins dans la région, ont démenti toute présence de leurs bâtiments dans la zone au moment de l'accident et les plongeurs norvégiens ont déclaré ne s'être pas approché assez de la proue du navire pour distinguer les traces d'une éventuelle collision.

Bush sourit aux latinos et montre les dents à Castro

d'après AFP et AP MIAMI

Le candidat républicain à la Maison-Blanche, George W. Bush, a promis hier en Floride des relations économiques et politiques intenses avec l'Amérique latine s'il gagne en novembre l'élection présidentielle américaine.

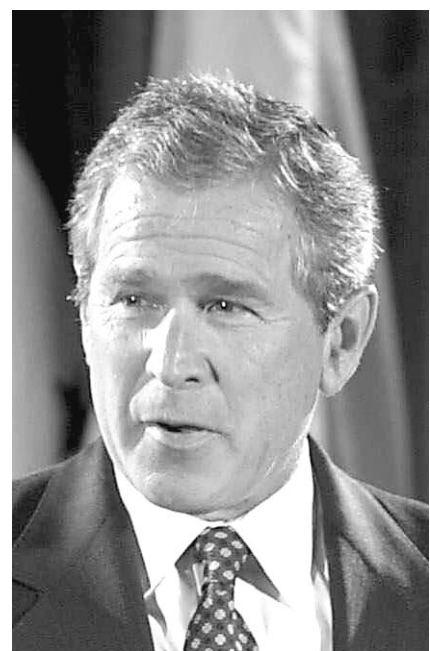
« Le sud (du continent) va devenir l'un des objectifs fondamentaux de ma présidence » car « notre avenir ne peut être séparé de celui de l'Amérique latine », a-t-il dit à l'Université internationale de Floride devant une assistance composée principalement de latinos-américains.

Les États-Unis « ont raison d'avoir des échanges commerciaux avec la Chine, mais nos exportations vers le Brésil sont du même niveau ». « Nous avons eu raison de nous intéresser au Kosovo, mais il y a plus de réfugiés en Colombie et notre intérêt pour le Koweït est logique mais la plus grande partie du pétrole (importé par les États-Unis) provient du Venezuela », a-t-il souligné.

Le candidat républicain a par ailleurs adopté une ligne dure face à Fidel Castro qui laisse présager un durcissement de la position de Washington advenant son élection.

« Je mets le régime castriste au défi de surprendre le monde et d'adopter les voies de la démocratie », a ajouté le candidat républicain. « Jusqu'à ce qu'il libère les prisonniers politiques, organise des élections libres et autorise la liberté d'expression, je maintiendrai les sanctions existantes » contre Cuba.

George W. Bush devait ensuite se rendre à Dallas et s'entretenir avec le président-élu du Mexique, Vicente Fox, qui a rencontré jeudi



le président Clinton et le vice-président — et candidat démocrate — Al Gore.

Vicente Fox s'est prononcé pour une ouverture progressive de la frontière entre les États-Unis et le Mexique et Bush a déclaré qu'il aimerait le voir préciser sa pensée. « Je ne pense pas qu'il ait expliqué complètement son idée de frontière ouverte », a déclaré George Bush à la presse. « Je pense que nous devrions renforcer notre frontière. »

George Bush devait aussi promettre aux autres pays latino-américains, en tout cas à ceux qui s'orientent vers une économie de marché, une aide accrue, de façon à aider leur développement économique et leur démocratisation.

Évoquant le traité de libre-échange nord-américain (ALENA, qui regroupe les États-Unis, le Mexique et le Canada), le candidat a indiqué que l'occasion de créer ce cadre de libre-échange pour le continent américain a été « gâchée » par l'administration démocrate de Bill Clinton avec « des sommets sans substance ».



PHOTO AFP

Jordaniens à l'appui des Palestiniens

Près de 6000 Jordaniens se sont rassemblés hier à Amman à l'invitation des islamistes pour manifester leur soutien aux droits palestiniens sur Jérusalem-Est et leur rejet de toute éventuelle concession sur ces droits. Lors du rassemblement tenu au centre de la capitale, le chef du Front d'action islamique (FAI), principal parti d'opposition dans le royaume, Abdel Latif Arabeyat, a appelé Palestiniens et Arabes « à abandonner aucun pouce de Jérusalem et à sacrifier leur vie pour elle ».

DIDIER LAPEYRONIE

Agence France-Presse, BUENOS AIRES

Les affaires s'amoncellent en Argentine où des sénateurs péronistes sont suspectés d'avoir touché des pots-de-vin pour le vote de la loi sur la réforme du Travail et alors que la Justice a décidé l'inculpation de Maria Julia Alsogaray, symbole de la gestion des affaires sous l'ancien président Carlos Menem.

Cette inculpation jeudi soir pour « enrichissement illicite » de l'éminente ancienne secrétaire d'État aux Ressources naturelles fait suite à plusieurs semaines d'interrogatoires par le juge Juan José Galeano qui a également décrété un gel de ses avoirs bancaires à hauteur de 3 millions de pesos (autant de dollars US).

Au début de sa carrière politique, ses dépenses s'élevaient en 1991 à 23 325 pesos. Sept ans plus

tard, les débits de la carte de crédit de « Maria Julia », comme elle est communément appelée, se montaient à 228 539 pesos. Dans le même temps, sa fortune personnelle a plus que décuplé, passant en Argentine par l'achat de deux appartements et d'une voiture de luxe et, selon la presse, par l'acquisition, entre autres, de quatre appartements à New York.

Maria Julia a admis avoir utilisé les fonds spéciaux de son ancien secrétariat d'État à hauteur de 40 000 dollars par mois et justifié l'augmentation de son patrimoine par un don de 1,5 million de pesos fait par son père, Alvaro Alsogaray, qui a déposé en ce sens auprès du juge Galeano.

Or, le juge a facilement retrouvé les anciennes déclarations d'impôts d'Alvaro Alsogaray dont il ressortait qu'il lui était impossible de faire un tel don à sa fille, laquelle versait également pendant plu-

sieurs mois 20 000 pesos mensuels à son coiffeur !

Ancien ministre de l'Économie en 1962 du gouvernement d'Arturo Frondizi, Alvaro Alsogaray, aujourd'hui âgé de 87 ans et toujours parlementaire, passe pour un défenseur forcené de l'ultra-libéralisme, ancien consultant économique de la dictature militaire (1976-1983), fondateur d'un parti de droite qui obtint 10 % des voix aux législatives de 1987.

L'inculpation de Maria Julia, qui survient au moment de l'affaire des pots-de-vin dont auraient bénéficié des sénateurs du Parti justicialiste, s'ajoute à une liste désormais longue d'anciens hauts responsables de la gestion du pays sous le péroniste Carlos Menem, président de la République de 1989 à 1999 où il a cédé son poste à Fernando de la Rúa.

Considérée très proche de l'ancien président, Maria Julia Alsoga-

ray rejoint ainsi sur l'inventaire des affaires judiciaires d'autres membres du premier cercle ménémiste comme Victor Alderete, ancien président du PAMI, la caisse d'assurance maladie des retraités, emprisonné préventivement pour avoir favorisé des entreprises privées.

C'est pour cette même accusation qu'a de nouveau été interrogée hier Claudia Bello, ancienne secrétaire d'État à la Fonction publique du gouvernement Menem.

D'autres enquêtes ont également été ouvertes contre des ministres de l'ex-président, l'ancien chancelier Guido Di Tella et Erman Gonzalez qui a détenu plusieurs maroquins dont le Travail et la Défense.

Tous deux sont mis en examen pour leur participation présumée à la vente illicite d'armes à l'Équateur et à la Croatie alors que ces deux pays étaient frappés d'embargo par les Nations unies.

Monde

Le retour de Rafic Hariri, véritable enjeu des législatives au Liban

SALIM YASSINE
Agence France-Presse, BEYROUTH

Le retour au poste de premier ministre du milliardaire sunnite Rafic Hariri est le véritable enjeu des législatives libanaises, qui commencent demain au Liban nord et au Mont-Liban, sous la houlette de la Syrie, estiment les analystes.

Écarté du pouvoir à l'avènement du nouveau président de la République, Émile Lahoud, en 1998, M. Hariri ne cache pas sa volonté d'utiliser le tremplin des élections pour revenir au pouvoir.

Pour aboutir à ses fins, il s'est lancé avec de gros moyens dans la « bataille de Beyrouth » et table sur la grave crise économique qui frappe le pays et sur sa popularité certaine au sein de l'électorat sunnite, majoritaire parmi les quelques 400 000 électeurs de la capitale libanaise.

Celui qui dirigea le gouvernement de 1992 à 1998, est ainsi le seul homme politique à soutenir des coalitions dans les trois circonscriptions de la capitale, se réservant à celle de Mazraa-Achrafiyé, constituée de quartiers populaires chrétiens et musulmans.

Il appuie une liste face à celle de Tamman Salam, descendant d'une famille de notables sunnites et une autre contre l'actuel premier ministre Salim Hoss, flanqué de deux de ses ministres.

L'influence de M. Hariri s'étend également au Liban nord, où il soutient la liste de l'actuel ministre de l'Agriculture, le chrétien pro-syrien Soleiman Frangié.

Il peut également compter sur l'appui du dirigeant druze Walid Joumblatt, l'homme fort de la montagne du Chouf, à l'est de Beyrouth, car les deux hommes sont dans l'opposition.

Les candidats pro-gouvernementaux concentrent leurs attaques contre M. Hariri en utilisant les médias officiels et l'opposition accuse le pouvoir de faire pression sur les électeurs.

Ainsi un spot électoral non signé passe quotidiennement sur la télévision officielle accusant M. Hariri sans le nommer d'avoir eu « une gestion ruineuse », d'avoir « accablé le pays de dettes », d'avoir « érigé la corruption en instrument de pouvoir ».

Par ailleurs, les deux principales forces chiïtes, le Hezbollah et le mouvement Amal, ont dû une nouvelle fois enterrer leurs rivalités, pour constituer une alliance théoriquement imbattable au Liban sud.

Cet accord devrait, selon les pronostics, garantir une dizaine de sièges au Hezbollah, qui fut le fer de lance dans la lutte contre l'occupation israélienne, et assurément au chef d'Amal, Nabih Berri, une force parlementaire lui permettant de retrouver son fauteuil de président du Parlement pour la prochaine législature.

Dans la région chrétienne du Metn, l'affrontement prend un double aspect, familial et politique, la coalition présidée par le ministre de l'Intérieur, Michel Murr, comprenant le fils du président Lahoud, Émile Junior, âgé de 25 ans.

La coalition de M. Murr, lui-même parent par alliance avec le président Lahoud, est appuyé par l'électorat arménien, qui se range traditionnellement du côté du pouvoir. M. Murr et ses co-listiers peuvent également compter sur la fidélité des voix des nouveaux naturalisés.

Il a face à lui une coalition menée par le cousin du président Lahoud, M. Nassib Lahoud, qui tient avec ses co-listiers un discours de plus en plus critique à l'égard de la présence militaire syrienne.

La campagne, principalement à base de photos de candidats, de spots publicitaires, de débats sans réel affrontement d'idées, a été émaillée d'échanges d'accusations et parfois de violence.

Le mandat du prochain parlement durera exceptionnellement quatre ans et huit mois pour élire le prochain président de la République.

La consultation électorale libanaise qui commence demain sera, comme celles qui l'ont précédée, régie par le système confessionnel dont l'objectif est de garantir un partage du pouvoir entre les grandes communautés religieuses libanaises.

Les 128 sièges de la prochaine assemblée devront être répartis à part égale entre députés chrétiens et musulmans et entre les différentes communautés au sein de chaque religion.

Plan Colombie : la guérilla évoque un risque de « vietnamisation »

Déclaration des FARC cinq jours avant la visite de Clinton

JACQUES THOMET
Agence France-Presse, BOGOTA

La guérilla fait monter la pression contre l'aide militaire des États-Unis à la lutte anti-drogue dans le cadre du Plan Colombie et évoque déjà un risque de « vietnamisation », à cinq jours de la visite-éclair à Carthagène du président Bill Clinton le 30 août.

Bill Clinton mettra à profit son séjour dans cette cité balnéaire de la côte caraïbe pour y rencontrer le président Andrés Pastrana après avoir donné son feu vert mercredi à une aide de 1,319 milliard de dollars à Bogota, aux deux-tiers militaire, pour l'éradication de la coca et du pavot, bases de la cocaïne et de l'héroïne.

L'appui de Washington inclut la fourniture à Bogota de 18 hélicoptères Black Hawk et 42 Huey II pour aider à la fumigation des plantations de coca et pavot. Plus de 400 tonnes de cocaïne sont exportées chaque année de Colombie, premier producteur mondial, ainsi que six tonnes d'héroïne.

« Le Plan Colombie constitue une grave menace contre notre processus de paix ainsi qu'un danger réel de généralisation de la guerre et d'une escalade de l'intervention

militaire yankee qui peut conduire à la vietnamisation du conflit », ont déclaré jeudi soir les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) dans un communiqué.

Première force rebelle en importance avec 12 000 hommes, la guérilla des FARC combat depuis 1964 contre l'État dans une guerre civile larvée qui a déjà fait plus de 120 000 morts, mais a engagé depuis le 24 octobre dernier des pourparlers de paix avec le pouvoir, sans cessez-le-feu préalable.

Si les FARC ont déjà écarté « toute action de guérilla » pour s'opposer à la visite de Bill Clinton, déclaré « persona non grata » en Colombie dans leur communiqué, les rebelles n'ont pas l'intention de « rester les bras croisés » face au Plan Colombie, selon l'un de leur porte-parole, Carlos Lozana.

« Comme ce Plan va déclencher une escalade du conflit, nous sommes tout à fait en droit de nous procurer tous les armements nécessaires afin de répondre à cet assaut de l'impérialisme », a-t-il ajouté.

Les rebelles s'opposent aux méthodes de la politique anti-drogue du pouvoir, basée sur la fumigation des cultures par des herbicides, et appuyée par les États-Unis.

Accusées par l'armée de tirer 75 % de leurs revenus du trafic de stupéfiants, les FARC militent pour une solution sociale, avec une reconversion vers des cultures alternatives des planteurs de coca et pavot, menacés d'un exode massif par le déversement de ces produits chimiques.

Dans leur communiqué, les guérilleros ont également souligné que ces herbicides « provoqueraient une grande dévastation de l'Amazonie, patrimoine écologique de l'humanité ».

Le Plan Colombie vise à investir 7,5 milliards en trois ans, dont 4 milliards en fonds propres colombiens et 3,5 demandés à la communauté internationale, pour lutter contre le fléau de la drogue.

Ouvrez les portes du négoce international!

Cours de commerce international
" La pratique du commerce international "

Un cours pratique complet de 63 heures donné par des professionnels actifs dans tous les domaines du commerce international : marketing international logistique-transport, modes de paiement, gestion des risques, calcul de prix, négociation, contrats, financement, internet, plan d'affaires, montage d'entreprise, etc.

Manuel de 400 pages et documentation inclus.
Cours éligible au crédit d'impôt remboursable (Loi du 1 %).
(dépense de formation déductible de l'impôt des particuliers)

Certificat émis par : **Québec**
Industrie et Commerce

- Du 18 septembre au 4 décembre 2000 (français)
- Du 26 septembre au 30 novembre 2000 (anglais)

Attention! Nombre de places limitées par session
Frais : 995 \$ (+TPS et TVQ)
2875967

ASSOCIATION DES MAISONS DE COMMERCE EXTÉRIEUR DU QUÉBEC
Vous pouvez réserver par téléphone, par fax ou sur notre site web
Tél. : (514) 286-1042 • Fax : (514) 848-9986
Internet : <http://www.amceq.org> Courriel : info@amceq.org

Empochez un rabais de 5% à 25%...

Rabais Visez Juste

JUSQU'À 25% DE RABAIS!

Dufferin GAMES

Place Rosemère | Mail Champlain
433-8228 | 672-6673

Pour plus de détails, passez voir les associés au magasin. Cette offre se termine le 23 septembre 2000.

Visez un rabais de 5% à 25%...
Amusez votre famille et vos amis!

Tout ce que je veux c'est lancer mon entreprise!

Les Cercles d'emprunt de Montréal vous offre une formation attestée par le ministère de l'Éducation en démarrage d'entreprise pour les micro-entreprises et les travailleurs autonomes.

- 110 heures de formation en 13 semaines; en plus de conférences et de conseils d'experts centrés sur votre entreprise
- Suivi post formation, cercles d'entrepreneurs et accès au crédit

« J'ai une idée d'affaire qui pète le feu... »

15, rue Mont-Royal Ouest, bureau 112, H2T 2R9
tél.: (514) 849-3271
fax: (514) 284-9502
cercles@cam.org

Début 7 et 16 septembre 2000
coût, 55 \$
Inscription dès maintenant places limitées

TEMPUR MATELAS ET OREILLERS SUÉDOIS

Serre-moi!

Les matelas et oreillers suédois Tempur sont les produits pour soulager la pression dont la popularité croît le plus rapidement partout au monde. Le matelas Tempur, perfectionné par la NASA, a récemment été admis au Temple de la Reconnaissance de la Technologie spatiale américaine. Il vous offre une sensation que vous n'avez jamais éprouvée auparavant! Les oreillers et les matelas suédois Tempur épousent la courbe de votre corps, pour vous assurer un degré optimal de soulagement de la pression et de confort... comme si vous flottiez dans l'espace!

NAHTAJO Meubles Accessoires
8025, boul. Taschereau Ouest Brossard
Tél. : (450) 445-1216 • 1 877 NAHTAJO

Choisissez parmi la plus grande sélection de matelas Sealy et Simmons

MATELAS

Politique de bas prix garantis
Nous sommes convaincus que nos prix sont les plus bas! Si vous trouvez la même marchandise ailleurs à plus bas prix, non seulement nous respectons ce prix, mais nous vous accorderons un rabais additionnel de 10 %.

LE SUPERCENTRE DE LA MODE MAISON
LINEN CHEST
Centre Rockland (514) 341-7810
Promenades de la Cathédrale (centre-ville) (514) 282-9525
Décor Dépôt, Les Galeries Laval (450) 681-9090
Place Portobello, Brossard (450) 671-2202

DÉCOUVREZ POURQUOI PLUS DE CANADIENS CHOISSENT LASIK VISION POUR LA CORRECTION DE LA VUE AU LASER

Une équipe de trois spécialistes effectue des chirurgies au laser à la clinique Lasik Vision au centre-ville de Montréal. Ils ont chacun réalisé des milliers d'interventions au LASIK et ils partagent leurs connaissances en formant d'autres ophtalmologistes dans ce domaine.

Nos chirurgiens font parti d'un groupe select d'ophtalmologistes ayant une formation post-doctorale en chirurgie de la cornée et en chirurgie réfractive.

699\$ / OEIL*

PEU IMPORTE VOTRE ORDONNANCE
SI VOUS TROUVEZ UN MEILLEUR PRIX AILLEURS, LASIK VISION L'ÉGALERA.

* Tout compris. Votre prescription doit pouvoir être traitée à l'aide de techniques LASIK ou PRK.

1 877 MESYEUX
1 877 637-9389

LASIK VISION
MONTREAL

Notre engagement : fournir des soins d'excellente qualité au meilleur prix possible.

VANCOUVER - BURNABY - CALGARY - EDMONTON - SASKATOON - WINNIPEG - TORONTO - WINDSOR - MISSISSAUGA - NIAGARA FALLS - LONDON - OTTAWA - MONTRÉAL - QUÉBEC - HALIFAX

MedicAlert
PARLE POUR VOUS
1-800-668-6381
www.medicalert.ca

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

26 août 2000

Page A30 manquante